GRENNEPOIS Louane

Comportements politiques

Juan Torreiro

Introduction :

La participation politique est un moyen pour les gouvernés de donner de l'influence sur le système politique. ***On distingue souvent entre pratique conventionnelle (soit tout ce qui relève du vote, de la démocratie électorale, des pratiques qui encadrent ce processus électoral lui-même, l'adhésion à un parti, bref toutes les pratiques qui visent à se construire une opinion) et pratique non-conventionnelle (pratiques protestataires : manifestations, grèves, pétition, ou des formes non-légales : boycott, occupation d'un bâtiment, bloquer la circulation, séquestration, violence ou dégradation…).*** Ce n'est pas juste une distinction légale/illégale : des formes non-conventionnelles sont légales (comme la grève ou la manifestation). ***C'est une distinction de légitimité***, il y a un degré inégal de légitimation de ces pratiques, une certaine hiérarchisation : « conventionnelle » renvoie à une forme de conformité sociale à des pratiques. Il y a une valeur supérieure qui est accorée, présupposée aux formes de participations liées à l'élection des représentants au système démocratique. En sens inverse, les formes de participation non-conventionnelles, même légales, sont affectées d'un soupçon, un procès en illégitimité : le rapport à la manifestation par exemple et la place qu'elle occupe dans le système démocratique. Elle est légale tant qu'elle reste dans un cadre autorisé (parcours défini avec les autorités, absence de violence, etc…) mais même lorsqu'elle respecte ce cadre, cela n'empêche pas une délégitimation récurrente de cette pratique (cf. les gilets jaunes) avec les débordements et au-delà, la manifestation est souvent réduite à une expression des minorités qui ne peut se substituer à une élection (RAFFARIN : « *Ce n'est pas la rue qui gouverne* »). A l'inverse, les pratiques conventionnelles qui relèvent de la démocratie électorale ne sauraient questionner les résultats d'une élection et s'ils le sont, c'est l'essence même du régime démocratique qui est mise en cause : il y a donc bien une hiérarchisation normative.

Cette hiérarchisation a aussi été nourrie par les travaux de la science politique anglo-saxonne menés sur la démocratie et la participation. Ces travaux ont été construits autour d'une vision élitiste, minimaliste de la démocratie, où on réduit la démocratie à ses procédures. Joseph SCHUMPETER définit la démocratie comme un système institutionnel qui vise à aboutir à des décisions politiques, où l'accès au pouvoir a l'issue d'une lutte concurrentielle qui porte sur le vote du peuple, des citoyens. C'est donc un système de régulation de l'accès au pouvoir, arbitrée par des élections concurrentielles dont l'issue n'est pas certaine (ce qui suppose donc un pluralisme).
Le rôle du peuple consiste donc à élire des représentants et éventuellement à les sanctionner à la fin de leur mandat. En revanche, ***si le rôle des citoyens est d'élire et de participer via l'élection, cela veut dire qu'ils n'ont pas à se mêler de la conduite des affaires car ils n'ont pas la capacité de le faire : les représentants sont les seuls à même de prendre des décisions***.
Les premières enquêtes de science politique vont alimenter cette perception, renforcer cette idée. Ces travaux structurent la science politique américaine, qui se structure autour de l'école behaviouriste (étude du comportement politique des acteurs en s'appuyant sur des méthodes quantitatives). Cette école analyse les comportements effectifs en démocratie (dominante des années 40 à 60) : ils mettent en avant un décalage entre l'idéal démocratique et la réalité des pratiques. L'idéal suppose une démocratie qui repose sur des citoyens actifs, engagés,

informés, mais les études quantitatives montrent une réalité de désintérêt des citoyens américains :

- ***Le comportement électoral : approche développée par l'école de Michigan***, ils mènent des analyses quantitatives de l'orientation du vote des électeurs américains (*L'électeur américain*). ***Ils confirment que le peuple américain s'intéresse peu à la politique et est peu informé. Les opinions qu'il peut manifester manquent de cohérence parce que la plupart des citoyens ne maîtrisent pas les idéologies qui leur donnent sens.*** Ils vont créer une typologie des électeurs américains en fonction de leur capacité à donner des jugements abstraits sur la politique : la grande majorité va juger les partis en fonction de groupes dont ils se sentent proches (le candidat est favorable aux femmes, aux noirs, etc…), un quart a un jugement restreint qui s'appuie sur les performances passées du candidat et enfin 20% n'ont aucun critère. Cela renforce le fondement de la définition de la démocratie selon SCHUMPETER. On va choisir un candidat non pas en fonction des enjeux qu'il défend, mais en fonction d'une identité politique (une identification partisane). Cela traduit un attachement affectif, durable de l'électeur à un des grands partis, ce qui est un produit de la socialisation : « *elle se construit dans le milieu familial* » (CAMPBELL et CONVERSE). Pour les moins politisés, cette identification partisane va fonctionner comme un repère dans l'offre politique en particulier.
- ***La pyramide de l'engagement***, Lester MILBRATH, *Participation politique* : cette étude fait le bilan des 20 années précédentes et s'intéresse à toutes les formes de participation. Il ne s'intéresse pourtant qu'à la participation conventionnelle et exclut toutes les formes protestataires car elles ne relèvent pas, selon lui, d'un fonctionnement « normal » d'une démocratie. Il montre qu'il y a une forte corrélation entre toutes les formes, comme sur les marches d'un escalier (d'où l'idée de pyramide). ***Plus le citoyen s'engage, plus il utilise des formes diverses de participation***.

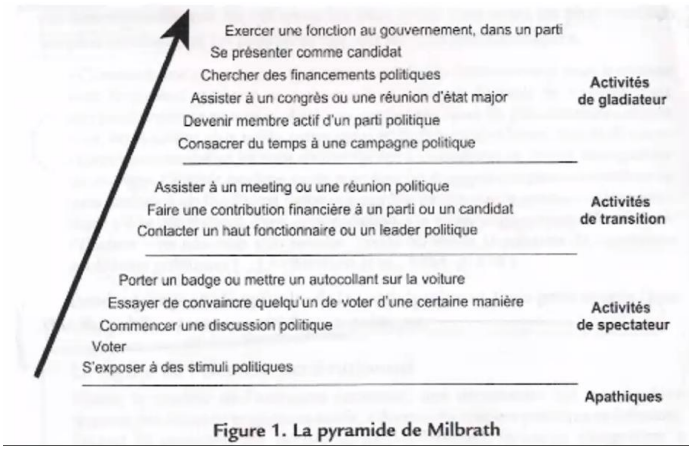


Figure 1. La pyramide de Milbrath

L'apathie politique est fonctionnelle : pas besoin que tous les citoyens soient politiquement actifs dans tous les domaines. Il faut que tous aient confiance dans l'idée qu'ils peuvent intervenir si besoin.

Tous ces auteurs ont connu l'entre-deux guerre et ont été confrontés aux bouleversements politiques de cette époque. Un petit noyau de citoyens restera engagé, la grande majorité restera apathique : cela apparaît comme un gage de stabilité (« trop de démocratie tue la démocratie »).

Vues d'aujourd'hui, ces analyses apparaissent comme trop réductrices des démocraties contemporaines représentatives : on a une aspiration contemporaine à une participation accrue au fonctionnement des institutions (cf. référendum d'initiative citoyenne et gilets jaunes). Ce qui est recherché est un dépassement de la démocratie épisodique pour veiller à ce que le pouvoir soit bien fidèle à ses engagements, pour qu'on

puisse maintenir l'exigence d'un service du bien commun. Dès les années 1970, certains critiquent déjà la démocratie électorale : notamment le « tournant participatif » des années 60-70 avec les approches de la démocratie délibérative (HABERMAS) et participative (BARBER) : tous les citoyens ont la capacité de participer. C'est un cercle vertueux. Dans une démocratie délibérative, c'est la confrontation libre et publique d'arguments qui permet de parvenir à un consensus sur la définition du bien commun et de l'intérêt général.

Deux grandes questions : ***quel est le rôle de la participation non-conventionnelle dans le système même du fonctionnement démocratique ? Dans quelle mesure peut-on parler de démocratie protestataire (Lilian MATHIEU), de contre-démocratie (ROSANVALLON) ou de société du mouvement social (MEYER, TARROW) ?***

Chapitre 1 : Analyser l'engagement militant et la participation non-conventionnelle

I – Du dualisme de la participation à la rationalité de la contestation.

Il y a un dualisme entre participation conventionnelle et non-conventionnelle, issu de la théorie prescriptive de la démocratie. Le vote sert à désigner les représentants : les candidats, les groupes battus doivent faire preuve de patience civique (attendre l'élection suivante pour faire accéder leurs revendications). Pourquoi attendre ? On est dans un cadre pluraliste : si la société politique est concurrentielle, aucune minorité ne sera exclue durablement du système politique. A un moment donné, les groupes institués auront donc tout intérêt à prendre en charge les intérêts des groupes minoritaires. Il n'est pas légitime de s'exprimer entre les élections. Cela va structurer plusieurs décennies de travaux sur la participation non-conventionnelle : elles vont s'appuyer sur une ***approche psycho-sociale des revendications*** (ce sont des actions perçues comme irrationnelles). Deux grandes approches :

A – La psychologie des foules

La théorie de la contagion (ou psychologie des foules) a une idée commune : ***les attitudes, les émotions se communiquent d'un individu à un autre et en se communiquant, elles vont se renforcer***. Cette théorie porte la trace des souvenirs de la Commune.

On peut citer les travaux de Gustave Lebon, *Psychologie des foules*, 1895, qui s'intéresse au phénomène de l'émeute, portée par la foule manifestante, qu'il analyse comme une entité collective. ***L'individu est absorbé dans le tout : la force du nombre aura des effets sur la perception des individus, elle confère un sentiment de puissance et dilue le sentiment de responsabilité dans l'anonymat de la foule***. Cette absorption rend possible une manipulation de la foule par les meneurs : le meneur, un agitateur professionnel, ou occasionnel, constitue un pôle d'impulsion d'une excitation, qui va gagner les autres membres de la foule par rôle successif. Cela a pour conséquence la violence émeutière, où les participants vont avoir recours à la barbarie des instincts, etc… ***Il y a donc une contagion liée à la structure de la foule.***

On a une deuxième approche, celle de Gabriel Tarde, *L'opinion et la foule*, 1901, qui change le prisme : ***la contagion se fait non pas par le phénomène de contagion mentale mais par le rôle de la presse et par l'imitation qu'elle va permettre***. La presse va fonder une unité du public, ils vont partager une même lecture qui peut susciter des réactions identiques. Chacun a le sentiment que ce qu'il ressent à l'instant où il lit est ressenti de la même façon par les autres individus.

Certains faits historiques semblent attester la thèse diffusionniste, même si cette thèse se confronte aussi à des limites. On peut citer l'exemple de la Grande Peur de 1789 : Georges Lefebvre, en 1932, montre qu'il a des centres d'impulsion desquels s'étendent ces

mobilisations, cette attaque des châtelains. Or, il y a un problème sur la thèse diffusionniste : très rapidement, on voit que la question des frontières n'est pas intégrée. Il faut donc tenir compte des structures sociales : les processus d'interaction entre les individus ne se produisent pas au hasard. C'est une approche très réductrice.

B – Frustration relative et théorie du comportement collectif

Le point central de cette théorie est mis sur le fait que les membres d'un groupe partagent des caractéristiques communes, qui vont déterminer l'entrée dans l'action collective, ce qui fait que les individus convergent vers une même action. Au cœur de celle-ci, il y a l'idée de frustration et la source de la frustration est plutôt dans la façon dont la situation est perçue par les membres du groupe. Cette thèse est formée de manière précoce par les précurseurs de la sociologie, MARX et TOCQUEVILLE. ***Ils se rejoignent par cette prise en compte de la frustration et sa perception comme source de l'action collective violente***.

Cette frustration peut résulter de la comparaison avec les autres : c'est ce que MARX développe dans son ouvrage de 1849, *Travail, salariés et capital*. Il développe la question de la situation d'une augmentation du niveau de vie des ouvriers, qui suit l'accroissement du capital productif. Marx analyse que cette augmentation ne se traduit pas par une satisfaction plus grande : ils se comparent aux détenteurs des moyens de production, qui sont considérablement enrichis dans la période. Leur situation s'est encore plus améliorée et le fossé entre ouvriers et patrons s'est accru. Cette question de la frustration, l'amélioration des conditions de vie peuvent conduire à un mécontentement du groupe.

On retrouve une idée similaire chez TOCQUEVILLE en 1856, *L'ancien régime et la révolution* : ici, ce n'est pas la comparaison au groupe de référence qui est mis en avant, mais la ***comparaison entre les attentes et la capacité d'obtenir ce à quoi on aspire***. « *Le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est celui où il commence à réformer* » : la réforme modifie les attentes, et si la réforme ne se traduit pas par des effets concrets, alors elle peut conduire à des mécontentements et donc à des mobilisations.

A partir des années 60, deux auteurs vont formaliser l'analyse de la frustration relative (DAVIS et TEDGER, *Pourquoi les hommes se révoltent-ils*). C'est une approche très marquée par la psychologie, qui relient la frustration et l'agression. Une conduite agressive suppose une frustration antérieure et une frustration débouchera sur une forme d'agression. Dans le cadre de cette approche, les mouvements sociaux vont apparaître comme l'expression de ruptures dans le système social, de dysfonctionnement de la société. DAVIS est le premier à formuler ce modèle.

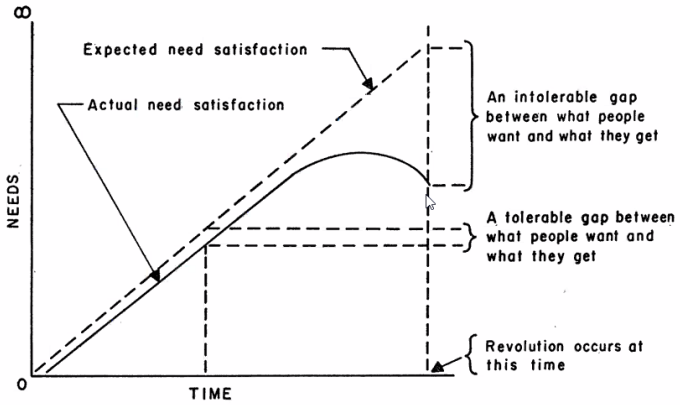
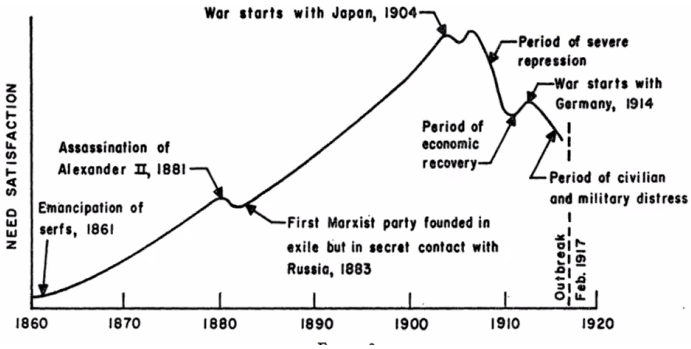


FIGURE 1. NEED SATISFACTION AND REVOLUTION

Ce modèle traduit un écart entre les attentes de individus et les besoins effectivement satisfaits. Après une période de progrès, si on observe une période brusque récession, alors les attentes risquent de ne plus être satisfaites et lorsque l'écart sera intolérable, se produira une révolution.



DAVIS applique ce cas aux révolutions russes de 1917. A l'abolition du servage, les paysans sont mécontents car rien ne rend leur situation meilleure. Il y a un exode rural, qui provoque une deuxième déception : les conditions de travail sont mauvaises… L'écart devient progressivement intolérable : assassinat du tsar, création du mouvement révolutionnaire, crise économique, crise politique, guerre avec le Japon, etc… Ils sont conduits à la poussée révolutionnaire de 1917.

Cette approche va être prolongée par GURR : dans les sociétés développées, l'écart devient intolérable quand il y a une brusque chute de la satisfaction des besoins. Dans les pays en voie de développement, cela a lieu quand les aspirations s'accroissent, avec la diffusion des modèles internationaux.

C – Les limites des théories de la convergence

L'approche est insuffisante pour trois raisons :

- Pour une raison méthodologique : ***empiriquement, comment mesurer les deux courbes ?*** On peut objectiver la situation matérielle mais c'est impossible pour les attentes, surtout quand on résonne sur un acteur agrégé, un groupe. On fait donc comme s'il n'y avait qu'une disposition globale et unitaire qui pousse les paysans russes, par exemple, à agir comme un seul homme. DAVIS ne met en évidence que la mesure objective, et il y a un gros biais téléologique.
- Pour une raison théorique : cela tient à la question de la convergence elle-même. On passe à l'action collective parce qu'on partage une communauté d'expérience. ***Cela n'explique pas comment les situations individuelles parviennent à converger vers la violence collective.*** Pourquoi et comment se fait la convergence ? Il y a plusieurs points aveugles :

- ***La satisfaction doit être partagée et il faut qu'elle soit communiquée***. On ne prend pas en compte la manière dont les liens sociaux sont structurés. On a affaire à des individus frustrés, et non à des groupes.
- ***Il faut non seulement qu'elle soit communiquée, mais aussi qu'elle soit interprétée comme rendant possible une action*** : tant que l'individu est mécontent et considère que l'ordre politique est immuable, il est peu probable qu'il s'engage dans une action. C'est vrai également s'il pense que son action a peu de chances d'aboutir à un résultat. Pour que l'action s'inscrive dans la durée, il faut que le groupe adopte un projet. Or, le modèle n'explique pas comment un mouvement se constitue, comment les individus définissent un collectif et s'y identifient.
- ***La convergence va dépendre également de l'interaction avec le système politique, avec les institutions, avec l'Etat.*** Or, toutes ces institutions sont négligées dans l'analyse.

- ***Pourquoi on va progressivement créer la possibilité de changer le prisme théorique ?*** Ce sont des limites conjoncturelles et tiennent aux caractéristiques des mouvements sociaux qui se structurent à l'époque aux USA dans les années 1960-70 : ces mouvements contredisent les schémas de la frustration relative :
  - ***Tous ces mouvements ont de grandes difficultés à se faire entendre dans le système politique américain***. Cela remet en cause la théorie pluraliste qui indique que d'une certaine manière, quels que soient les groupes minoritaires, on n'est jamais durablement exclus du système politique : les mouvements des droits civiques ou opposés à la guerre du Vietnam ont du mal à se faire entendre.
  - On est dans un contexte d'élévation du niveau de vie et d'éducation, et non dans un contexte de crise.
  - ***Ces mouvements ne proviennent pas des marges de la société mais du cœur même du système social***, ce sont des groupes intégrés qui se mobilisent (qui participent également à la politique conventionnelle). Le mouvement des droits civiques naît dans le Sud, autour des élites de la communauté noire-américaine, et de même pour les mouvements étudiants qui naissent dans les grandes universités. Il devient donc difficile de différencier les formes conventionnelles et non-conventionnelles de l'action.

La première grande enquête à le mettre en évidence est l'équipe de BARNES et KAASE, en comparant plusieurs pays occidentaux : ils vont interroger un échantillon de personnes sur leur position par rapport aux instruments de la politique conventionnelle mais aussi en posant des questions pour demander aux individus quel est leur degré d'approbation de certaines formes d'action protestataire. Ce sont des perceptions qui sont étudiées.

A partir de là, ils vont construire une échelle de protestation parce qu'on a une certaine gradation de l'approbation des différentes formes d'action : certaines sont majoritairement acceptées (manif, pétition…), d'autres qui sont acceptées par une grosse minorité (grève, occupation…) et d'autres formes radicales (grève sauvage, dégradation…) qui sont approuvées par une faible minorité, les formes violentes étant totalement rejetées. Lorsqu'on approuve

les formes les plus radicales, on approuve aussi les moins radicales, d'où la forme d'une échelle.

A) *Rank Order of Items*

	1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*
The Netherlands	Petitions	Demonstrations	Boycotts	Occupations	Rent Strikes	Blockades	Unofficial Strikes
Britain	Petitions	Demonstrations	Boycotts	Rent Strikes	Blockades	Occupations	Unofficial Strikes
United States	Petitions	Demonstrations	Boycotts	Rent Strikes	Occupations	Unofficial Strikes	Blockades
Germany	Petitions	Demonstrations	Boycotts	Rent Strikes	Blockades	Unofficial Strikes	Occupations
Austria	Petitions	Demonstrations	Boycotts	Blockades	Rent Strikes	Unofficial Strikes	Occupations

B) *Guttman-Scale Scores*

	0 (No Protest)	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7 (High)*	*CR*	*Percentage of Nonscalable Respondents*	*N =*
The Netherlands	9	20	25	15	11	7	7	6=100%	.94	4	1149
Britain	23	22	25	15	7	3	2	3	.95	6	1398
United States	9	21	24	26	8	6	3	3	.96	6	1615
Germany	19	21	29	19	5	3	2	2	.97	5	2212
Austria	21	33	26	11	5	2	1	1	.97	20	1267

Ce qui est intéressant, c'est de voir qu'il y a deux facteurs particulièrement clivants qui expliquent cette attitude :

- Le ***facteur générationnel*** : plus on est jeunes, plus l'approbation aux formes protestataires est important,
- Le ***facteur diplôme*** : plus on est diplômés, plus l'approbation aux formes radicales sera élevée.

Le point intéressant de l'étude est de comparer cette approbation avec la perception des formes conventionnelles de la participation en politique : l'équipe a créé une échelle de participation conventionnelle où plus l'action est radicale, moins elle est pratiquée :

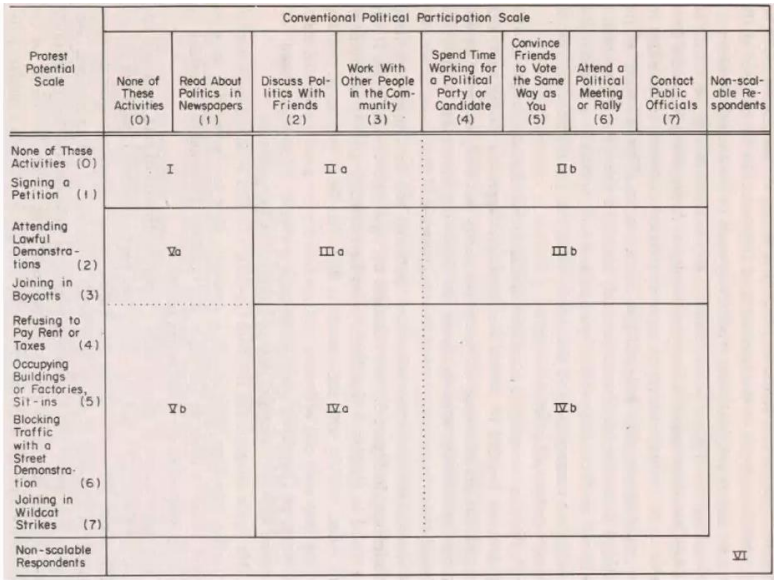
A) *Rank Order of Items*

	1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*
The Netherlands	Read About Politics in Papers	Discuss Politics With Friends	Work on Community Problems	Contact Politicians or Public Officials	Convince Friends to Vote as Self	Participate in Election Campaign	Attend Political Meetings
Britain	Read	Discuss	Community	Contact	Convince	Attend	Campaign
United States	Read	Discuss	Community	Campaign	Contact	Convince	Attend
Germany	Read	Discuss	Convince	Attend	Campaign	Community	Contact
Austria	Read	Discuss	Attend	Convince	Community	Campaign	Contact

B) *Guttman-Scale Scores*

	0 (No Participation)	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7 (High)*	*CR*	*Percentage of Nonscalable Respondents*	*N =*
The Netherlands	29	21	30	8	5	2	1	4=100%	.95	1	1194
Britain	28	25	31	7	4	1	1	3	.95	2	1460
United States	16	18	24	12	9	8	7	6	.91	0	1713
Germany	23	32	17	9	5	4	4	6	.94	1	2295
Austria	34	23	22	7	4	3	2	5	.94	0	1577

Si on croise les deux, voilà le résultat obtenu : ils construisent une typologie entre 5 grands types d'acteurs :



- Les inactifs,
- Les conformistes, ceux qui se cantonnent aux actions conventionnelles,
- Les protestataires qui n'ont recours qu'aux formes protestataires et non-conventionnelles,
- Les réformistes, ceux qui ont recours aux deux types d'actions (conventionnelles ou non-conventionnelles),
- Les activistes, ceux qui n'hésitent pas à recourir à des formes plus radicales en plus de l'action conventionnelle.
    - ⇨ Ces deux derniers groupes constituent la majorité des citoyens dans la plupart des pays étudiés.

On passe des études des conditions structurelles de la protestation vers l'analyse des processus de formation de l'action collective. Cela s'accompagne de l'élaboration d'un nouveau concept, celui de mouvement social, qui apparaît dans ce contexte : ce concept se substitue à la dispersion conceptuelle antérieure. ***Le mouvement social est, selon Sidney Tarrow, un « défi collectif posé par des personnes qui partagent un objectif commun, se sentent solidaires entre elles, et qui interagissent de manière durable avec les élites, les adversaires et les autorités publiques ».*** C'est une action collective exécutée de manière concertée par plusieurs individus, qui a pour finalité de faire entendre des revendications face à une autorité ayant le pouvoir d'y répondre :

- ***C'est une action collective qui vise à une transformation de la vie politique ou sociale***. On peut avoir recours à la pratique conventionnelle, mais ils ont peu de ressources, peu de liens avec les institutions, donc ils vont devoir perturber l'action d'autres groupes pour retenir l'attention des groupes en lien avec les autorités.
- ***Les personnes qui s'y engagent ont des intérêts communs, et il faut par ailleurs que ces individus se sentent solidaires entre eux***, il faut un sentiment de solidarité commune. Ceux qui impulsent le mouvement ne le font perdurer que s'ils arrivent à le rendre solidaire.
- ***Il faut une interaction durable avec les élites ou avec les adversaires***. Pour qu'une émeute ponctuelle devienne durable, il faut s'installer dans le temps en négociant, en

confrontant les élites. Cela permet un déplacement vers l'étude du processus de formation de l'action collective.

II – Les déterminants de l'engagement

A – Entrepreneurs de mobilisation et rétributions de l'engagement

On a donc un changement de perspective avec cette remise en cause du point de la frustration pour rendre compte des raisons de l'engagement. ***On a un changement de perspective avec le passage d'une question du pourquoi on s'engage à comment on s'engage, dans le cadre d'une analyse inspirée par l'économie : l'école de la mobilisation des ressources.***

Cette approche montre ***qu'il y a toujours un degré latent d'insatisfaction dans les groupes, pourtant tous les groupes ne passent pas à l'action***. Il faut analyser le processus que va prendre la mobilisation. ***Mancur Olson*** explique le point de départ : c'est l'hypothèse de rationalité de l'individu, donc il se pose la question de la participation à une protestation. Pour modéliser sa réflexion, il prend l'exemple d'une grève des salariés pour l'augmentation des salaires : si tous sont rationnels, aucun ne participeraient et il n'y aurait pas de mouvement social. ***La participation induit des coûts et le résultat est un bien public qui profitera à tous les salariés. Dans ce cas, il serait plus rationnel de rester spectateur de l'action : on ne paie pas les coûts en bénéficiant des résultats***. Si tous font pareil, il n'y a plus d'action.
Cela constitue un renversement des perspectives : on part de l'individu et non des structures sociales. Si on confronte ce paradoxe à la réalité, il est fécond : l'action collective ne va jamais de soi et pourtant on a des mobilisations. Il propose plusieurs solutions :

- ***La taille du groupe*** : il faut que le groupe soit important, car plus le groupe est petit, plus il y a un fort contrôle social, plus la non-participation sera visible et facilement sanctionnée.
- ***L'existence d'incitations sélectives*** (=privatives) positives ou négatives qui vont accroître les bénéfices de la participation (rétributions de la participation réservées aux participants : associations médicales qui offrent des bénéfices face aux risques de procès ou le coût de la non-participation (piquet de grève, couloirs de la honte…). Ce sont des avantages ou sanctions utilisées pour inciter ou contraindre les individus à participer. Pour mettre en place des incitations, il faut qu'il y ait une organisation capable de les produire.

Une autre approche est celle de McCarthy et Zald, une approche entrepreneuriale qui distingue le mouvement social et les organisations de mouvement social (SMO). Un mouvement social c'est le cadre du paradoxe d'Olson. Du côté de l'offre, il faut prendre en compte les SMO, les collectifs spécialisés dans la mobilisation : ***la plupart des individus ne sont pas disposés à lancer eux-mêmes l'action collective mais peuvent s'intégrer à d'autres***. Ils peuvent donc « acheter un produit » qui va satisfaire leurs préférences à moindre coût : il faut que des individus mobilisent leurs ressources initialement, investies dans l'action collective. Il faut une structure ad hoc spécialisée dans les mobilisations, dans lesquels il faut

des entrepreneurs de mobilisations, qui identifient leur but pour le changement via le mouvement social.

Cette approche ouvre la boîte noire et permet de décrire comment les mouvements s'organisent, comment ils amassent des ressources et comment elles entrent en concurrence avec d'autres pour attirer des fonds ou des adhérents. ***La solution déplace le problème : pour qu'il y ait mobilisation, il faut des entrepreneurs de mobilisation : pourquoi s'engagent-ils ?***

- ***Ils reprennent l'idée des incitations sélectives spécifiques aux leaders de l'action :*** l'action collective ne conduit pas simplement à la réalisation du but recherché et affiché. Pour les leaders, l'action permet autre chose : négociations avec les élus, donc accès à des positions de pouvoir et de négociations, ou bien elle va permettre de contrôler certaines ressources distribuées par l'Etat. De ce point de vue, construire une organisation peut être assimilée à un investissement : on investit des ressources, des valeurs, en vue d'obtenir du pouvoir, des parts de marché. L'incitation sélective répond partiellement.
- Quand il n'y a pas ce type de rétributions, pourquoi se mobilise-t-on ? Les ressources ne sont pas nécessairement propres au groupe, « indigènes », alors les auteurs distinguent deux types de participants aux SMO :
  - ***Les bénéficiaires potentiels ou directs,***
  - ***Les bénéficiaires indirects ou les militants moraux / par conscience*** : ils soutiennent la mobilisation par conviction sans en retirer les bénéfices matériels. Quelle est leur rétribution dans ce cas ?

  Ex : La fondation d'Agir contre le chômage (AC !, 1994). Cette initiative est portée par des syndicalistes, des intellectuels etc. mais pas par des chômeurs, portée par des personnalités (Bourdieu), centrée sur le partage du travail. Les premières actions développées vont donner une grande visibilité à ses revendications et les populariser. Après 1994, on voit des collectifs locaux qui sont créés, dans lesquels des chômeurs s'investissent, avec des nouvelles revendications, l'intervention de groupes concurrents, etc…

Le concept de rétribution va être élargi pour prendre en compte des formes de rétributions plus symboliques : Daniel Gaxie s'intéresse aux partis politiques et aux rétributions de l'engagement. Il va distinguer plusieurs formes de rétributions :

- Rétributions matérielles : postes de salariés dans le parti, de postes électifs, etc…
- ***Rétributions symboliques*** : prestige et estime de soi, statut, relations, sentiments, etc… Obtenue du fait de s'engager dans une cause particulière. C'est l'occasion de renforcer l'estime de soi, d'obtenir une forme de considération sociale, une solidarité avec les autres membres, de briser la monotonie quotidienne, se rendre utile, etc…

Même si on l'élargit, cette approche présente des limites importantes malgré les apports de celle-ci. 3 limites importantes :

- ***L'inspiration de ce modèle considère un individu isolé qui se comporte comme un consommateur*** : ce prisme rationnel dissocie deux dimensions de l'analyse. On a d'une part l'action politique menée par les entrepreneurs de mobilisation et d'autre part l'action collective où on mobilise des ressources, des individus. On considère un

individu rationnel isolé, comme un homo sociologicus. Or, cette rationalité fonctionne comme une boîte noire : on n'explique pas la nature de cette rationalité, ni sa genèse (comment elle se constitue, comment on l'apprend, la transmet).

- ***Problème de falsifiabilité du modèle*** : se pose le problème se savoir comment est-ce qu'on va invalider le modèle. Cela va se faire par l'ajout d'hypothèses de plus en plus précises : le modèle risque de perdre sa cohérence interne, c'est pourquoi il faut conserver certains aspects mais en rentrant dans un cadre plus sociologique.
- ***Cette limite concerne la notion de ressources*** : cette notion est floue et abstraite. Tout est ressource dès lors qu'on peut l'utiliser dans l'action. On va avoir des typologies de ressources, en fonction de leur fongibilité. Mais la valeur d'une ressource n'est jamais stable, elle est relationnelle : elle dépend de la dynamique même de l'action.
  ⇨ Il est donc nécessaire de les réencastrer dans l'ensemble des activités sociales.

B – Réencastrer l'engagement : le rôle des réseaux sociaux

Cette approche rend compte du fait ***qu'il faut réinscrire l'individu dans un milieu social particulier***. On peut prendre l'exemple de l'implantation de la SFIO puis du PCF à Lanester, banlieue de Lorient par Jean-Noël Rétière (*Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1900-1990*, 1994). On voit que la logique de l'engagement n'est pas une simple logique de rétribution : il s'agit de collègues de travail, de personnes qu'on rencontre dans l'espace résidentiel. On voit la superposition de relations, de liens qui se créent au travail, mais aussi dans la sociabilité résidentielle. Au sein de ces réseaux, non militants initialement, on peut trouver des militants syndicalistes ou du PCF. Les réseaux de sociabilité intègrent des liens militants, il y a donc un potentiel de mobilisation ou de politisation pour les ouvriers très jeunes qui n'ont jamais fait de politique auparavant. Un ouvrier de l'arsenal peut rencontrer des militants partout : au travail mais aussi dans ses loisirs.

Cela donne une conception de l'engagement très différente : on ne peut pas réduire la mobilisation à un calcul de coût avantage. Le fait de s'engager à la SFIO ou au PCF mêle des dimensions idéologiques, de voisinage, d'amitiés, bref des aspects très éloignés de l'approche entrepreneuriale. Il y a donc une conception différente de l'engagement : ***on met l'accent sur l'encastrement social des individus, des « réseaux sociaux » où ils sont engagés***. Les individus sont conçus comme appartenant à des groupes, à des communautés et c'est de ces groupes que vont se produire leur représentation du monde, donc ils sont susceptibles de se mobiliser pour une cause qui concerne le groupe entier.
On ne tombe pas dans les premières approches qu'on a vu sur la frustration : on dépasse l'hypothèse de l'individu. On va au-delà de la conception logistique de l'approche entrepreneuriale : on mobilisait des ressources, mais ici, ce sont des collectifs, des réseaux déjà constitués qu'on mobilise. ***L'action ne produit pas des collectifs, l'action s'appuie sur des collectifs déjà existants. Les individus qui s'engagent sont donc ceux qui sont les plus intégrés à leur groupe d'appartenance***.

Cette conception a été introduite par deux auteurs proches de l'école de la mobilisation des ressources. Ils reprennent le paradoxe olsonien, mais ils s'en démarquent en

adoptant une approche plus sociologique : ils font attention à l'épaisseur sociale des mobilisations et s'intéressent à la complexité des relations sociales qui entourent ces mobilisations.

- *La typologie des structures de mobilisation, par Anthony Oberschall, Social conflicts and social movements, 1973 :*

Il reprend l'idée de rationalité des individus, donc il admet le risque qu'il n'y ait pas d'action. Il enrichit cette approche en prenant en compte le corps social. ***Le fait d'appartenir à des groupes va faciliter ces mobilisations***. Il y a deux conditions :

- ***Le type de structure du groupe*** : les relations horizontales au sein du groupe. Il fait la distinction entre communauté et société.
  Le groupe de type associatif est caractérisé par des collectifs secondaires, fondés sur des hiérarchies, sur des réseaux de relations mobilisables.
  Il y a aussi des liens communautaires, des rapports de parentèles, des rapports territoriaux, des clans, des ethnies, etc… et ce qui les différencie, c'est l'emprise exercée sur les individus, mais ils se mobilisent de manière proche : il y a des liens resserrés et un sentiment de solidarité entre les membres du groupe. Plus les liens sont serrés, plus le potentiel de mobilisation est élevé.
- ***Le type de lien avec le pouvoir politique et les élites, dimension verticale*** : le degré d'intégration politique du groupe dans la société. Il distingue deux cas de figures : soit le groupe est intégré, soit il est segmenté. S'il est intégré, il y a des liens denses et importants avec les élites. S'il est segmenté, on va voir une forte coupure entre les dirigeants, l'élite politique et le groupe en question, éventuellement une faible mobilité sociale. C'est dans ce cas de figure que le risque de mobilisation est le plus élevé. Des groupes doivent compter sur leur propre force, ils doivent donc susciter leurs propres élites alternatives qui servent de leaders de la mobilisation.
  Dans le type E, les mobilisations seront éphémères, par contre, dans les types D ou F, la mobilisation peu avoir lieu grâce au cadre organisé.

		Structuration du groupe		
		Communautaire	Pas ou faiblement organisé	Organisation de type associatif
Relation avec le pouvoir politique	Intégrée	A	B	C
	Segmentée	D	E	F

Oberschall prend pour exemple le mouvement des droits civiques dans les années 1950 et 1960. Sa typologie montre la divergence de mobilisation entre les Etats du Sud et les Etats du Nord des USA. Paradoxalement, c'est au Sud où la ségrégation est la plus forte que

les conditions de mobilisation se rencontrent le plus : la ségrégation a favorisé la formation d'élites autonomes de la communauté noire, qui est fortement encadrée puisqu'elle est tenue à part. Cela permet l'extension de la mobilisation et cela va favoriser une certaine discipline dans l'action entreprise, avec le maintien de stratégies non-violentes. Cela va permettre d'attirer des soutiens externes importants de la mobilisation : l'administration fédérale, le soutien des media, le soutien des élites blanches notamment du Nord-Est.
Au Nord, en revanche, on est plutôt dans la situation E dans les grandes villes avec des ghettos urbains très étendus, avec une forte ségrégation urbaine donc, désertés par les classes moyennes. Par ailleurs, l'encadrement religieux est beaucoup plus réduit qu'au Sud. Les réseaux sont faibles, les structure sont atomisées, il y a une absence d'élites : donc le terrain est favorable à un mouvement de type émeutier violent.

Ici, le premier intérêt de cette approche est de ***rendre compte de cette variation du potentiel de mobilisation du groupe et des modes d'action que ces structures intègrent***. Le deuxième intérêt permet de dépasser cette approche en se focalisant non pas sur des structures spécialisées dans l'action : des structures en apparence apolitiques peuvent jouer le même rôle dans des conditions particulières. ***Pour qu'il y ait mobilisation, il n'y a pas besoin d'organisations spécialisées dans la mobilisation***.
Par exemple, on peut parler du rôle des églises dans le contexte autoritaire : dans la deuxième moitié du XXème siècle, les églises ont joué un rôle de soutien de certains mouvement sociaux (Syndicat solidarité dans la Pologne des années 1980), mais aussi dans un contexte militaire (Espagne de Franco où l'église catholique intégrée au pouvoir va soutenir les mouvements ouvriers naissants en fournissant des ressources notamment de réunion).
Or les structures communautaires peuvent aussi jouer ce rôle : il prend l'exemple d'une guerre de décolonisation de l'empire britannique, la révolte de Mau Mau des Kikuyus au Kenya (1952-1956). Les Kikuyus se distinguent d'autres tribus de l'empire britannique d'Afrique : ils sont parvenus à maintenir une forme d'organisation traditionnelle fondée sur les structures de parentèle, qui vont jouer un rôle important de guérilla contre les Britanniques : ils vont structurer des réseaux d'approvisionnement des maquis, des réseaux de communication… Ces réseaux de parentèle vont donc soutenir la mobilisation, mais c'est aussi ce qui empêche son développement : les maquis vont se structurer près des localités qui leur ont donné naissance pour bénéficier de ces soutiens. Il devient difficile de relier les maquis entre eux.

- *La « catnet », centré sur la sociabilité, Charles Tilly, From mobilization to revolution, 1978*

Il reprend aussi à son compte l'appréciation olsonienne. Il place la sociabilité au cœur du groupe qui peut se mobiliser. Il va développer un concept de « ***catnet*** », qui présente deux dimensions qui définissent le degré d'organisation du groupe :

- ***La netness*** : réseaux des sociabilités volontaires,
- ***La catness*** : les identités catégorielles, pas ou partiellement choisies. Elle relève des appartenances auxquelles on est assignés à des identités objectives (par notre naissance, par notre trajectoire).

- ***Catnet = catness + netness. Forte quand les deux domaines convergent (la sociabilité volontaire se fait dans les limites du groupe catégoriel), faible quand ils sont dissociés***.

On peut alors prendre l'exemple des instituteurs en France (Bertrand Geay, *Profession : instituteurs – Mémoire politique et action syndicale*, 1999), avec le modèle des hussards noirs on voit un fort taux de catnet :

- On a une forte identité catégorielle qui tient à la manière dont le groupe est constitué : les instituteurs sont socialisés par les Ecoles Normales (=institutions totales, Erwing Goffmann). Ils y intériorisent une forte identité professionnelle.
- Il y a une intense sociabilité volontaire centrée sur le groupe : associations, coopératives, mariages (endogamie)…
  - ⇨ On a un groupe très structuré, très lié, donc il est très engagé ! On a un fort taux de syndicalisation (SNI) et un fort investissement politique (SFIO).

Mais ces deux dimensions vont s'éroder dans les années 1970 ce qui affaiblit son pouvoir de mobilisation :

- Restructuration du recrutement : les Ecoles Normales disparaissent, les instituteurs sont formés à l'université.
- Dévaluation du statut d'instituteur.
- Réduction de la sociabilité volontaire centrée sur le groupe : moins forte endogamie, rapport consumériste aux associations, ou des mobilisations en marge du syndicat.

L'intérêt de ces deux approches est de considérer non pas uniquement les organisations spécialisées. D'autres structures peuvent servir à la mobilisation.

C – Dispositions à l'engagement et carrières militantes

Pourquoi, au sein d'un groupe potentiellement mobilisable, certains militent et d'autres non ?

Il faut sortir de l'approche macro et s'intéresser aux trajectoires des individus, en dépassant l'analyse qui insiste sur les rétributions. Peut-on brosser un portrait des militants qui les distinguerait des autres ?

- *Un effet de la socialisation politique, une socialisation à l'engagement*

C'est un processus par lequel les individus incorporent des comportements politiques :

- Identification du politique : identifier des choses relevant d'un registre particulier,
- La compétence et l'intérêt pour la politique : la capacité à se repérer et à intervenir dans le champ politique, à penser les problèmes politiques avec les catégories qui y sont propres,
- Les préférences politiques : les représentations, les comportements qui découlent des modes d'organisations souhaitables, les valeurs défendues, etc…

La socialisation primaire joue un rôle primordial pour l'engagement :

- *Inculcation de dispositions générales à l'engagement* : par exemple, avec des parents eux-mêmes militants, l'engagement devient une sorte d'héritage. Le degré de tradition familiale dépend du degré de politisation des familles et le degré d'homogénéité des choix des parents. Il peut y avoir rupture quand il y a hétérogénéité mais aussi quand il y a une rupture biographique dans la trajectoire de l'individu. La socialisation secondaire vient souvent renforcer cette socialisation primaire de l'individu : les choix des parents définissent un cadre de socialisation, qui va venir renforcer la socialisation familiale (l'activité associative, comme dans le domaine religieux en particulier).
- *Inculcation de dispositions à l'engagement dans des causes spécifiques* : si on s'intéresse aux propriétés des personnes, on observe des similarités de socialisation, qui contribuent et favorisent la formation d'une identité collective d'un groupe mobilisé. La socialisation va créer des prédispositions favorables à l'engagement communes à certains individus.

Ex : la figure du « cadre thorézien » au sein du PCF (Bernard Pudal, *Prendre parti*, 1989) : PUDAL constate en lisant les biographies de militant et de cadres du PCF qu'il observe de très fortes homologies dans la position occupée et la trajectoire suivie avant d'intégrer le PCF. La plupart connaissent une rupture biographique entre leurs deux socialisations : ils sont tous des fils d'ouvriers sur-scolarisés, produits de la méritocratie française (issus des études supérieures), souffrant d'un « habitus désajusté » (BOURDIEU), parce qu'ils vivent très mal cette réussite qu'ils vivent comme une trahison de caste, ils vivent souvent une baisse de leur situation sociale après leurs études. L'engagement au sein du PCF est donc comme le dénouement magique de ce tiraillement identitaire : c'est ce tiraillement qui est une prédisposition favorable à l'engagement, c'est comme une réconciliation entre la trajectoire et leur origine (le PCF leur permet de mettre à disposition leurs facultés de bons élèves au service de leur classe d'origine).
Cela explique deux des caractéristiques prises par le PCF : « l'ouvriérisme » du PC, et le stalinisme (centralisme démocratique) qui permet une fermeture aux non-ouvriers.

Deux limites à s'intéresser aux dispositions à l'engagement :

- ***La signification de ces dispositions, de ces propriétés n'est pas universelle***. Cela dépend des configurations dans lesquelles s'insèrent ces individus, qui font varier le sens et la valeur de ces dispositions pour un engagement donné.

Ex : l'adhésion des « cathos de gauche » au PS dans les années 1970 (Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste*, 1997) : ils présentent une disposition favorable à l'engagement dans ce parti et il s'intéresse à plusieurs départements, notamment en Bretagne. Pourquoi sont-ils pourtant marginalisés et sont-ils mis à l'écart ? Pourtant, la CFDT est très implantée en Bretagne et ses dirigeants se sont convertis aux idées de gauche voire extrême-gauche. Les militants de base sont bien plus conservateurs en raison des spécificités de la structure sociale en Bretagne et le succès de la CFDT est lié à la congruence entre les thématiques régionalistes et l'habitus de ouvriers ruraux. Résultat : une fermeture de l'espace des possibles pour les chrétiens de gauche, qui suscite une méfiance des leaders SFIO et PSU.

- ***Les propriétés sociales ne différencient pas nécessairement ceux qui participent des autres.*** Il y a un effet propre des militants sur l'engagement lui-même.

Ex : la participation au Freedom Summer, USA, 1964 (Doug McAdam, *Freedom Summer*, 1988) : les étudiants du nord vont au sud pour aider à l'inscription sur les listes électorales des noirs américains. Pour se faire, McAdam a retrouvé les dossiers de candidature et interroge des étudiants. Il remarque qu'ils ont de nombreuses propriétés communes : origine sociale, disponibilité biographique. Pourtant, forte différence entre ceux qui sont partis et ceux qui ont renoncé : le degré d'intégration au groupe militant lui-même.

- *Les carrières militantes*

Cela permet de considérer le militantisme comme un activité sociale inscrite dans le temps. Cette notion de carrière est empruntée à la sociologie des professions (HUGHES, Men and their work, 1958) et a été étendue aux phénomènes processuels (BECKER, Outsiders, 1963). Il y a deux dimensions :

- Une ***dimension objective***, avec un vrai apprentissage, une formation
- Une ***dimension subjective*** : une carrière morale, l'individu modifie sa perception de lui-même au fur et à mesure des étapes.

Cette approche met tout d'abord en avant un façonnage organisationnel des militants :

- Il y a une véritable ***sélection par l'organisation des propriétés des militants, pour créer des conditions heureuses à la reproduction.*** Les organisations sélectionnent les propriétés sociales des militants. On acquiert des compétences spécialisées transmises par l'organisation.
- Au-delà, il y a une véritable ***socialisation secondaire par l'organisation*** : on intériorise une vision du monde, cela renforce cette intériorisation. Il peut y avoir une redistribution des réseaux e sociabilité dans lesquels les militants s'inscrivent : cette redistribution est d'autant plus importante que le mouvement demande un investissement complet et intègre l'essentiel de la vie sociale des individus.

Il y a un deuxième intérêt à ce concept : ***cela permet d'analyser les effets biographiques de la socialisation militante.***

- ***D'une manière synchronique, les savoir-faire militants peuvent être reconvertis dans d'autres organisations et dans d'autres causes*** (multipositionnalité).
- ***D'un point de vue diachronique, cette socialisation peut avoir des effets sur les engagements tout au long du cycle de vie, même après avoir abandonné le militantisme***. Cela peut passer par l'abandon de l'engagement et la reconversion dans d'autres espaces sociaux (ex les anciens de Rouge, quotidien de la LCR) Au contraire, on peut avoir une reconversion des engagements mais dans de nouvelles causes (Doug McAdam, « *The biographical Consequences of Activism* », 1989 : le devenir des anciens du Freedom Summer 20 ans après).

III – Les mouvements sociaux face à l'Etat

A – Les répertoires d'action des mobilisations

Charles Tilly appelle cela des « répertoires d'action collective ». Les moyens ne sont pas utilisés au hasard : ils sont puisés dans un certain nombre de routines disponibles. Ce sont ces routines que Tilly appelle les répertoires d'action (*From Mobilization to Revolution*, 1978 ; *La France conteste*, 1986). Il distingue :

- ***Les répertoires de contestation***, qui caractérisent une société donnée dans son ensemble, stables à long terme.
- ***Les répertoires tactiques***, à un niveau plus méso, qui caractérisent des mouvements donnés.

a) La construction des répertoires d'action par les institutions politiques

A court et moyen terme, il y a une co-construction de ces répertoires avec les institutions politiques et les forces de l'ordre : cela fonctionne comme un répertoire de théâtre. On a des thèmes connus, interprétés de manière originale, dans une performance, avec quelques variations. Le répertoire a une capacité d'innovation : il s'adapte aux contraintes du moment d'exécution. Ce n'est pas une liste stable et figée des moyens d'action utilisés, ce sont des ***performances réinventées à chaque exécution***.

- *Ex 1 : On le voit dans le mouvement des droits civiques* : on voit que le développement du mouvement est lié à la capacité d'innovation tactique, donc e faire varier le répertoire dans des performances différentes (Doug McAdam). Il montre que le développement du mouvement se caractérise par un développement des innovations tactiques : elles sont indispensables au moment, il faut surprendre l'adversaire, l'Etat, les forces de l'ordre, pour obtenir un écho dans l'espace public. Une fois le succès resté, une nouvelle forme d'action va se structurer autour de ce nouveau mode d'action.
  Pourquoi cette succession ? Les adversaires vont s'adapter à l'innovation, on élabore des moyens pour neutraliser ces effets : le mouvement va devoir développer de nouvelles tactiques, qui suscitent un nouveau regain d'activité, et ainsi de suite. Le risque est que le mouvement finisse par décliner et qu'il ne reste que l'affrontement violent, l'émeute, comme répertoire possible.

- *Ex 2 : Olivier Fillieule, Donatella della Porta, la co-production des formes d'action avec les forces de l'ordre* : on parle de :
  - Police de gouvernement,
  - Police des citoyens,
  - Modèle informatif : il s'agit d'identifier les protestataires pour ne réprimer que ceux qui ont recours à la violence.

Olivier Filleule et Fabien Jobard, Politiques du désordre. La police des manifestations en France, 2020 : une « brutalisation » des politiques françaises de maintien de l'ordre, en raison de deux causes qui interagissent :

- Du côté des protestataires : depuis 20 ans, on voit un retour à une situation antérieure aux années 1920, où les manifestations étaient peu encadrées par les organisations. Les formes d'action classiques sont supplantées par le recours à l'émeute.
- Du côté des forces de l'ordre : il y a eu une forte baisse des effectifs, …

Il faut penser la capacité de l'Etat à canaliser les formes de protestation, au-delà des seules forces de l'ordre :

Ils vont proposer le concept de « ***structure des opportunités politiques*** » (école du processus politique de Doug McAdam, Charles Tilly et Sidney Tarrow). Deux dimensions principales : tout d'abord, le ***degré d'ouverture du système politique***, c'est-à-dire sa capacité régulière à prendre en compte les revendications (formulation la plus systématique chez Hanspeter Kriesi, New social movements in Western Europe 1995) :

- ***La structure formelle de l'Etat*** : il distingue deux idéaux-types d'Etat ; les Etats faibles et les Etats forts en fonction de la combinaison de 4 aspects : le degré de centralisation (plus il est décentralisé, plus il y aura de points d'accès aux protestataires pour accéder aux institutions), le degré de séparation des pouvoirs…
- ***Les procédures informelles et les stratégies dominantes à l'égard des opposants*** : il y a une large gamme de moyens pour ouvrir ou fermer des guichets à la protestation. Pour Kriesi, il y a deux types de stratégies dominantes, héritées de l'histoire, qui peuvent être autonomes du type d'Etat (comme en Allemagne par exemple) : des ***stratégies intégratrices*** (tendance à anticiper les mobilisations, les protestataires peuvent bloquer un veto… Cette vision a longtemps coexisté avec des gouvernements de cohésion) et des ***stratégies exclusives*** (aux effets ambivalents : coût participation, mais peut stimuler l'action collective car cela peut conduire à focaliser l'attention des médias sur les protestataires.

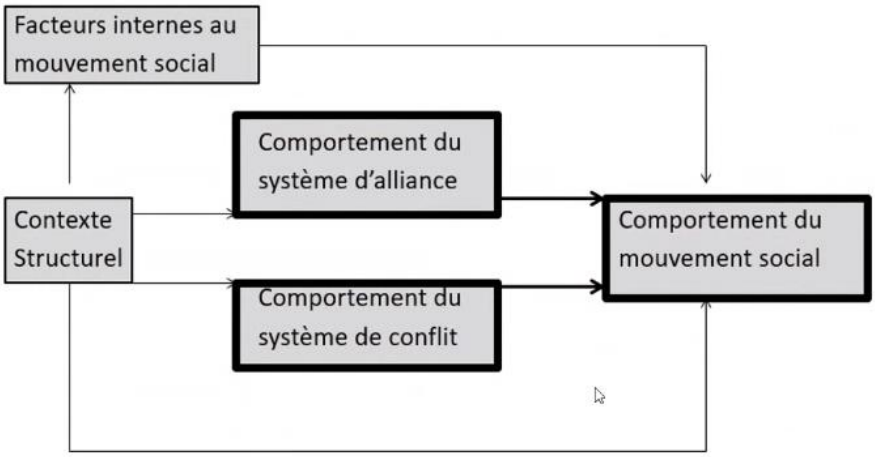
On peut définir une ***typologie des degrés d'ouverture du système politique*** :

		Type d'Etat	
		Etat fort	Etat faible
Stratégie	Exclusive	France	Allemagne
	Inclusive	Pays Bas	Suisse

- L'exclusion totale, en France : l'Etat est suffisamment fort pour ignorer les mouvements sociaux. Il n'y a aucun accès véritable, formel ou informel, ce qui incite les mouvements à adopter des stratégies perturbatrices ou violentes.
- La pleine intégration, en Suisse : cette stratégie incite aux stratégies modérées ou conventionnelles.

- Effet ambivalent, en Allemagne : il y a de nombreux accès formels, mais aussi une répression de ceux qui s'expriment en dehors.

Ensuite, il y a un deuxième facteur, celui de la configuration du pouvoir, c'est-à-dire le degré de stabilité des alliances au sein des élites politiques et l'existence de relais potentiels pour les mouvements sociaux (Sydney Tarrow). Un exemple d'analyse diachronique : les systèmes d'alliance / conflit :



Ex : Donatella della Porta, Dieter Rucht "Left libertarian movements in context : a comparison of Italy and West Germany", 1995 : ils appliquent la dynamique des mobilisations en Allemagne sur la période 1967-1990, divisée en 4 périodes :

- 1967-1969 : mobilisation violente de l'opposition extra-parlementaire
- 1970-1974 : développement des nouveaux mouvements sociaux, avec des mobilisations peu développées, avec une violence fortement réduite.
- 1975-1983 : rapprochement des différents mouvements, retour de la violence (Fraction Armée Rouge).
- 1983-1990 : institutionnalisation des organisations de mouvement social (SMO), recul des mobilisations.

Allemagne		LM/AS	LM/CS
1967-69	« The Revolutionary Years »	Competition	Confrontation
1970-74	« Reformist Hopes »	Cooperation	Bargaining
1975-83	« Challenging the Established Order »	Competition	Confrontation
1983-90	« The Pragmatic Years »	Cooperation	Bargaining

LM : Libertarian Movement ; AS : Alliance System; CS: Conflict System

Période 1 : grande coalition SPD-CDU, ouverture des jeunesses du SPD (« *Jusos* »)

Période 2: gouvernement Willy Brandt

Période 3: échec du programme de réformes, émergence des écologistes dans les élections

Période 4 : SPD dans l'opposition

La succession de ces phases s'expliquent par la suite d'alliances au pouvoir.

Les limites du concept de « structure des opportunités politiques » :

- ***Une focalisation excessive sur le seul contexte institutionnel.***

- ***Un concept trop homogénéisant*** : des stratégies différentes dans un même pays selon les mouvements. Cette approche a tendance à trop généraliser.
- ***Une appréhension trop objectiviste des opportunités politiques*** : pour les saisir, il faut qu'elles soient perçues (François Chazel).
- ***Une approche trop légitimiste*** (Olivier Fillieule) : les challengers ne sont pas les seuls à recourir à l'action protestataire ; extériorisé entre acteurs institutionnels (partisans) et mouvements sociaux.

b) Les transformations des répertoires d'action sur le temps long

Il y a une succession de deux répertoires d'action du XVI au XIXème siècle : ***on passe d'un répertoire « communal-patronné » à un répertoire « national-autonome » selon Charles Tilly*** (*La France conteste*, 1986). 3 causes :

- L'émergence de l'Etat-nation centralisé : « nationalisation » de l'espace politique
- Le développement du capitalisme et de l'urbanisation
- La constitution d'un espace public national

Chaque répertoire est caractérisé par 5 dimensions :

	Répertoire communal-patronné	Répertoire national-autonome
Espace de référence	Local	National
Forme d'action	Particulier (répertoires « parasites »)	Modulaire
Symbolisation	Indirecte	Directe
Relation aux élites	Patronné	Autonome
Violence	Oui	Pacification, ritualisation

- ***L'espace de référence*** : dans le répertoire communal-patronné, on a des mobilisations à l'échelle du quartier. Ces espaces se transforment depuis 30 ans et ne sont plus seulement nationaux
- ***La forme d'action*** : dans le premier, on a une forme d'action particulière, directement axée sur les revendications. Elles vont fonctionner comme des répertoires parasites en s'inscrivant dans des répertoires déjà existants. On va passer à un mode d'action modulaire, autonome des revendications que le mouvement porte.
- ***La symbolisation*** : dans le cadre communal-patronné, on a une symbolisation indirecte, qui s'explique par le fait que les modes d'actions ne sont pas autonomes. On voit de plus en plus une symbolisation directe, l'adoption d'un répertoire explicitement critique : cela explique la formalisation de dispositifs tels que la pétition, les tracts, le manifeste, etc… On énonce explicitement des programmes d'action, des propositions.
- ***La relation aux élites*** : de la même manière, on a une autonomisation qui se produit du passage d'un répertoire à l'autre. Ils se dotent de leurs propres structures : développement des syndicats, organisations spécialisées dans le mouvement social…
- ***La violence*** : la violence était utilisée par tous les acteurs, avec un niveau élevé d'agressivité, avec des confrontations physiques, des dégradations, donc la

mobilisation était punie avec brutalité. On a au contraire un processus long avec le répertoire national-autonome, avec un processus de pacification progressive, porté par tous les acteurs. Il y a un vrai effort pour pacifier la mobilisation. Les forces de l'ordre vont faire preuve de la même retenue.
Il reste à voir l'évolution des dernières années : les armes à feu ne sont pas utilisées dans la gestion des foules en France.

Du côté des protestataires, on voit une mobilisation subtile des émotions chez les participants, portées par certains entrepreneurs. Cette pacification passe aussi par des formes de mobilisation des émotions par les entrepreneurs de mobilisation.
Ex : l'utilisation des chants du gospel dans le mouvement des droits civiques (Traïni, *La musique en colère*, 2008) : la musique peut prédisposer les participants à adhérer à la cause, au groupe mobilisé, et surtout, cela peut conduire à un état d'esprit particulier dans l'action.

- Utiliser des répertoires expressifs répond à des enjeux identitaires de la mobilisation : par rapport à ceux qui se mobilisent et par rapport à ceux qu'on veut mobiliser. Le choix du gospel est un choix stratégique, cela permet d'emprunter aux habitudes culturelles du groupe. Il y a une familiarité par rapport aux individus qu'on cherche à intégrer dans l'action. Cela confère une image de respectabilité au mouvement. Cela a favorisé le développement de soutien au sein de certains groupes.
- Susciter des états affectifs pendant la mobilisation : le répertoire musical canalise les investissements affectifs. Le répertoire musical permet de maintenir la détermination du groupe, face aux risques encourus, et le rapport à la non-violence. Les chants du gospel rappellent les militants à la passivité.
- Ce n'est pas un hasard si ce déclin s'accompagne d'une transformation de la bande-son du mouvement. On va glisser vers la soul, vers un répertoire différent, qui reprend le langage et les manières d'être des ghettos populaires.
  ⇨ Il y a un vrai rôle de pacification de la mobilisation.

Cette transformation explique une acceptabilité croissante des formes d'action protestataires à partir des années 1960. Cette acceptabilité est toujours plus forte chez les jeunes, mais qui s'accroit pour toutes les générations.

B – Dynamique des mouvements sociaux et cycles de contestation

a) Une approche processuelle : la « politique contestataire »

On voit une évolution des cadres d'analyse, centrés sur les processus même de construction des mobilisations : d'abord, il faut définir les mécanismes de base de la mobilisation, puis analyser leur séquençage au sein des processus concrets de mobilisation. ***L'unité d'étude n'est plus le mouvement social, on passe aux « épisodes », c'est-à-dire les séquences liées d'interaction ininterrompue et à l'interaction conflictuelle***. L'objectif est de ***différencier les différentes trajectoires des épisodes de conflit et en expliquer les causes***.
On peut avoir des épisodes très isolés, comme une manifestation isolée, mais on peut aussi avoir une contestation plus complète, voire un processus révolutionnaire. Pourquoi un

épisode réussit à se maintenir dans la durée et devient un mouvement social alors que d'autres s'arrêtent très rapidement ? Quelles conditions vont conduire à l'échec, à la réussite, et à quel type de réussite ? On distingue 3 grands types de mécanismes :

- Les ***mécanismes environnementaux*** : une conjoncture économique ou politique favorable, par exemple.
- Les ***mécanismes relationnels*** : il y a une modification des interactions entre les acteurs qui contribuent à l'action, soit les individus et les groupes. On a plusieurs mécanismes de base :
  - L'action coordonnée : « *deux ou plusieurs acteurs dont les revendications s'adressent au même destinataire s'informent mutuellement de leurs actions et les conduisent en parallèle* ». La mise en relation peut être parfois le fait d'intermédiaires, qui sont multi-positionnés.
  - L'intermédiation (ou courtage) : « *connexion par une unité médiatrice, d'au moins deux sites auparavant sans contact* ». Vont circuler des idées, des pratiques, des modes d'actions qu'on importe d'un site à l'autre… L'intermédiation conduit à une circulation, une diffusion de représentations et de modes d'actions.
  - La diffusion : « *propagation d'un site à l'autre d'une certaine forme de conflit ou d'un thème ou d'une manière de l'interpréter* ».

  Ces mécanismes permettent d'expliquer l'extension du conflit. Si on a que ces mécanismes, les conflits vont s'étioler : il en faut d'autres pour que les conflits perdurent dans le temps :
  - L'appropriation sociale : « *des organisations ou des réseaux (non -) politiques entrent en campagne avec tout leur équipement organisationnel et institutionnel* ».
  - La (dé -) certification ou (in -) validation : « *un acteur et les revendications qu'il porte se voient accorder (ou retirer) la reconnaissance d'une autorité (publique ou non) et en retirent un gain de légitimité* ». Des acteurs extérieurs vont manifester une reconnaissance, un soutien au mouvement protestataire et ses revendications.

  Le mouvement peut être opéré par les institutions publiques (tribunaux, parlements…) mais aussi par des acteurs non politiques (Eglise catholique, Solidarnosc, …) ou par des ONG, des organisations internationales ou des Etats extérieurs.
- ***Les mécanismes cognitifs*** : il y a une transformation des représentations :
  - Les mécanismes identitaires : la mobilisation peut provoquer une (dés -) activation des frontières entre les groupes. Le mécanisme conduit à activer une dimension par rapport aux autres, à lui donner une saillance : l'identité devient la référence dans le cadre de l'engagement. L'interaction peut conduire à créer ou à durcir une frontière entre le groupe revendicatif et le destinataire de la revendication. La mobilisation peut provoquer aussi une attribution de similitudes : on peut construire des groupes comme intégrés au sein d'une même frontière. Enfin, la mobilisation peut se traduire par un changement d'identité, de transformation des frontières : lorsque plusieurs groupes s'unissent, l'action révèle ce qu'ils ont en commun, et cela va créer une nouvelle identité partagée.

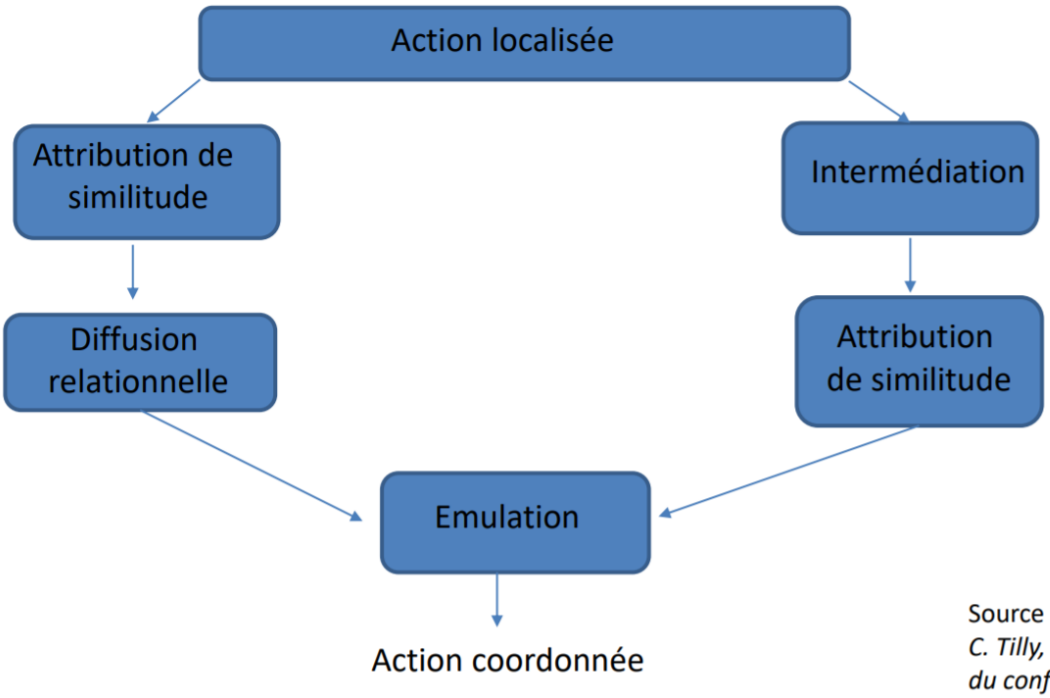
- La perception des opportunités politiques : l'une des limites de l'approche initiale est de considérer les opportunités objectives, or elles ne font sens que si elles sont perçues.

Une approche théorique plus ancienne : ***les cadres de la mobilisation***. C'est une analyse de SNOW et BENFORD, inspirés par GOFFMANN. Selon eux, ***il n'y a pas de mobilisation sans alignement des cadres d'interprétation des individus autour d'un cadre commun***. Il faut un accord autour de trois dimensions : un accord sur le diagnostic de la situation (il faut identifier un problème, et lui attribuer des responsables), sur le moyen d'y remédier (ou au moins s'y attaquer) et sur la possibilité d'agir. Cet alignement n'est pas spontané, il va demander une ***activité de cadrage des entrepreneurs de mobilisation*** : outre toute mobilisation des ressources, ils vont chercher à influencer les représentations que leur public se fait de la mobilisation. Ils vont construire des cas d'action collective, c'est-à-dire des croyances qui vont légitimer les actions entreprises.
On a 4 stratégies :

- La connexion de cadre : on relie des représentations pour favoriser la convergence d'actions déjà existantes.
- L'amplification de cadre.
- L'extension de cadre : dans ce contexte, une organisation mobilise et cherche à étendre ses soutiens en intégrant d'autres thèmes, qu'elle va s'efforcer de relier idéologiquement.
- La transformation de cadre.

La réussite de cette stratégie dépend de conditions particulières : ***il faut que ces stratégies entrent en résonance avec le terreau culturel du groupe qu'on cherche à mobiliser***. Il faut que le cadrage ait une crédibilité au groupe visé mais cela dépend aussi beaucoup de l'identité de ceux qui entreprennent le cadrage, c'est-à-dire de la crédibilité des entrepreneurs de mobilisation. Cela dépend de la proximité du cadrage au mythe du groupe. Plusieurs mécanismes permettent donc de comprendre la mobilisation, ils s'agrègent pour définir des processus plus ou moins complexes.

Ces processus sont des combinaisons récurrentes de mécanismes. On peut prendre l'exemple du ***changement d'échelle de Tarrow et Tilly*** : le conflit se diffuse d'un lieu à l'autre, d'un secteur de la société à un autre, tandis que se créent des instances de coordination à un niveau plus élevé qu'au début.

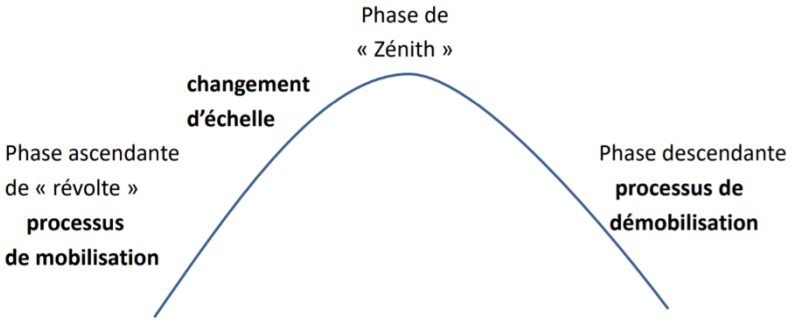


Source : S. Tarrow, *C. Tilly, Politique(s) du conflit*, 2006

- Pour que l'attribution de similitudes fonctionne, il faut un travail de cadrage ; un travail où des importateurs vont cadrer délibérément des actions comme projet. Ce cadrage devient pertinent, il convient d'importer les actions, les slogans, etc. pour qu'elles s'adaptent aux pratiques. Cela permet d'aboutir à une coordination avec les pionniers de l'action sociale. Une action localisée, des membres multi-positionnés qui font le travail d'interprétation, ce qui permet le travail de cadrage, puis l'attribution de similitudes (partie droite du schéma).
- L'autre partie du schéma repose sur une diffusion opérée par des acteurs qui sont proches du nouveau site. L'attribution de similitudes se fait au départ : on est perçus comme appartenant au même groupe, la circulation se fait en suivant les réseaux existants, il n'y a pas besoin d'intermédiation.

b) Une application : les cycles de contestation

Comment peut-on analyser la dynamique d'un cycle, national, avec un grand nombre d'acteurs, sur plusieurs années ? On peut prendre l'exemple italien de mai rampant, ou encore le mouvement qui a donné naissance à l'alter-mondialisme. C'est un concept développé par Tarrow.



Un cycle présente plusieurs phases. Le passage d'une séquence à une autre découle de l'imbrication des différents mécanismes mais aussi de l'agrégation des logiques des acteurs dans l'action.

On commence par avoir une phase ascendante de révolte : des gens entrent dans un espace social. On a un changement d'échelle dans l'action, puis il y a une phase descendante, qui correspond à un processus de démobilisation.

- ***Pendant la phase ascendante du cycle : processus de mobilisation***

Phase initiale : le moment de folie :

On distingue des pionniers, des initiateurs, qui entrent dans la mobilisation en raison du contexte structurel. Il faut les distinguer de mouvements suiveurs, pour qui ce qui détermine l'entrée en action est la dynamique même du début de mobilisation (les succès des pionniers qui révèlent les opportunités existantes). Que font les initiateurs ? Ils vont innover : ***ils vont porter les premières innovations dans le mode d'action utilisé***. Ils vont formuler de nouveaux cadres de mobilisation. La plupart des cadres sont spécifiques à un mouvement, une organisation. C'est le propre de ces mouvements : certains cadres ont une opportunité plus large, qui peuvent être réinterprétés par d'autres acteurs. Ils sont assez larges pour entrer en résonance avec la société. SNOW parle de cadres cardinaux, qui vont servir de source à un cycle de mobilisation tout entier.

Diffusion géographique et sociale du conflit :

Il y a une vraie mobilisation des mouvements suivistes ; cela dépend autant du contexte structurel que des premières mobilisations. ***Ensuite, il y a un changement d'échelle, les pratiques se diffusent et d'autres prennent vie : diffusion des innovations***. Enfin, il y a un élargissement des thèmes : les cadres deviennent des cadres cardinaux de l'action.

Au terme de cette phase, sont construites de nouvelles identités, et parallèlement, se constituent aussi de nouvelles organisations.

Ex 1 : le « mai rampant » italien (TARROW 1989)

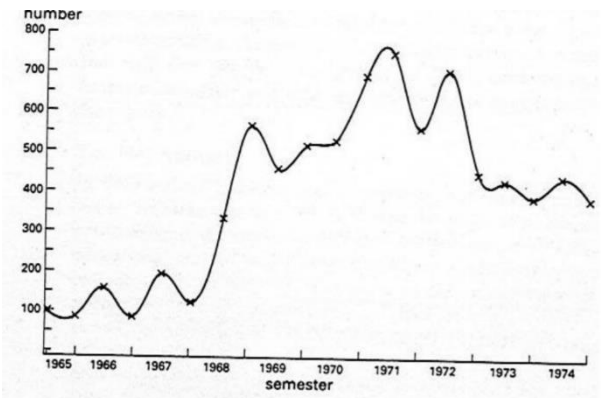


FIG. 3.1 Number of events, 1965–74.

Il s'appuie sur une méthode quantitative, avec une méthode événementielle en dépouillant le Corriere della Serra de 1966 à 1973 où il trouve 4980 épisodes contestataires, en tenant compte des chiffres dans les media, la police, etc… On voit très nettement une phase de mobilisation des années 1968, qui va monter jusqu'en 1972, puis une phase descendante en nombre de contestations et en nombre de contestataires.

Dans le cas italien, 2 conflits sont pionniers : les étudiants et les ouvriers peu qualifiés. On a un conflit politique, avec une exclusion structurelle du PCI et on a une recomposition de la classe sociale italienne, avec l'émergence d'une nouvelle classe moyenne qui ne se reconnaît

pas dans la représentation traditionnelle des intérêts. La deuxième transformation importante est l'exode rural de l'Italie du Sud pour alimenter les industries du Nord : on a l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière, sans tradition syndicale, qui sera donc réceptive aux mobilisations.

- ***Ce sont les étudiants qui sont les initiateurs de ce mouvement. Ils sont issus de la classe moyenne, ils vont se mobiliser de façon inattendue en occupant les bâtiments***, en suivant le modèle des étudiants américains contre la guerre du Viêt-Nam. Le contexte italien est fortement marqué par le catholicisme, et ce mouvement dépasse ce clivage traditionnel : la mobilisation prend dans les universités laïques et catholiques. Donc on a une nouvelle identité italienne qui fleurit. Les revendications sont inscrites dans un langage ouvrier.
- ***Très rapidement, les ouvriers prennent le relais***, avec un double effet : ce qui relève des conditions du marché du travail et ce qui fait un succès des mobilisations étudiantes. On a des grèves sauvages qui s'étendent : on a un effet d'émulation, le mouvement s'étend aux autres individus des industries.

Ce qui est important, c'est qu'ils innovent : ces nouveaux militants ont également recours à des répertoires que les syndicats ne voulaient pas utiliser. Par exemple, les étudiants occupent les universités par imitation des étudiants de ce point de vue : ils reprennent à leur compte ce mode d'action en le radicalisant.

Quelles sont les conséquences de ces premières mobilisations ?

- ***Elles vont créer des nouvelles opportunités aux autres groupes de se mobiliser, elles vont donc conduire à faire entrer de nouveaux groupes dans la contestation*** : tout d'abord, l'action des étudiants déclinent rapidement et est remplacée par une action lycéenne, beaucoup plus durable. On a aussi une ***extension vers d'autres groupes sociaux*** : les cadres et employés vont aussi investir la mobilisation. On a aussi une extension géographique, plus discrète toutefois : des groupes locaux se mobilisent aussi.
- ***Cela traduit un changement d'échelle des mobilisations : on a plusieurs formes de diffusion***. Cette diffusion sectorielle (des ouvriers aux employés), géographique (du Nord vers le Sud) s'accompagne d'une extension vers le haut : locale, régionale puis nationale… Les négociations deviennent davantage nationales au fur et à mesure des mobilisations.

Tous les mécanismes du changement d'échelle sont à l'œuvre : on avait soit une action intermédiée, soit des groupes déjà en relation. Deux mécanismes sont à l'œuvre :

- Diffusion par des réseaux sociaux constitués : par exemple, les étudiants vont en parler à leurs frères et sœurs lycéens.
- Diffusion « intermédiée » par des SMO : cela va s'appuyer sur des professionnels de la mobilisation, sur de nouvelles organisations. Des acteurs beaucoup plus traditionnels vont s'intégrer et participer à cette diffusion intermédiée, ce qui va conduire au pic de la mobilisation.

Ex 2 : le cycle de contestation des années 1990 en France

Ce mouvement présente deux spécificités :

- Il n'y a ***pas de distinction nette entre des mouvements initiateurs et suiveurs*** : il y a une émergence simultanée de plusieurs groupes avec un intérêt médiatique.
- Il n'y a ***pas de cadre cardinal au début du cycle***, mais à la fin de la mobilisation comme résultat du cycle : cette convergence va permettre un changement du mode d'action et conduira à la naissance du mouvement altermondialiste français.

3 grands types de mouvements vont converger (Isabelle SOMMIER) :

- Les ***mobilisations tiers-mondistes*** : ils réémergent dans les années 90, dans une contre-célébration du bicentenaire de la Révolution (1989)
- Les ***mobilisations contre la précarité*** : occupation rue du Dragon en 1994, marche chômeurs AC ! en 1994, grèves contre le plan Juppé en 1995, occupation Eglise Saint-Bernard en 1996, occupation ASSEDIC et ANPE par des chômeurs en 1997…
- Les ***mobilisations contre la malbouffe***

Cela a pour conséquence d'autonomiser et consolider un espace des mouvements sociaux. Il y a une configuration favorable à une reconversion vers l'altermondialisme (ATTAC, 1998) : ce sont les bases du mouvement social.
Il faut consolider le réseau de manière discursive. On cherche à rassembler tous ces différents mouvements. ***Un travail de cadrage commun est opéré par des acteurs à cheval entre la sphère intellectuelle et l'espace des mouvements sociaux.*** Il y a donc bien un changement d'identité : par exemple, Bourdieu, création d'associations de clercs, revues savantes et engagées… Cette mobilisation a suscité une restructuration du champ intellectuel.
Il y a donc un travail de mise en récit du mouvement, qui contrebalance le travail de cadrage des médias : cela permet de légitimer le mouvement, de relier l'ensemble des revendications en établissant un lien avec la nouvelle question sociale et la globalisation. On a ici une autre forme de développement du cycle, avec un cadre qui n'est pas le même

- ***Le retournement du cycle : processus de démobilisation***

Cette phase dépend de plusieurs conditions mais existe dans tous les mouvements sociaux :

- ***Elle dépend des conditions initiales de la mobilisation.***
- ***Elle dépend de la stratégie de l'Etat face aux contestataires*** : selon qu'il utilise la répression ou l'accommodation partielle…
- ***Elle dépend de la capacité des contestataires de se doter de structures durables***.

Plusieurs étapes similaires :

- On observe une routinisation des formes d'action, qui s'accompagne de leur diffusion parce qu'au fur et à mesure que se développe le cycle, on a une multiplication des participants. ***Les acteurs institutionnels intègrent le mouvement*** : ces nouveaux acteurs reprennent les actions des pionniers en les modularisant, en les autonomisant

des actions et revendications initiales. Cette adaptation favorise la diffusion : si on diffuse, alors le contrôle social de l'action est beaucoup plus important.

- Il y a une ***satisfaction au moins partielle des revendications***, au moins pour certains groupes.
- La routinisation et la satisfaction conduisent à un ***processus de désillusion pour certains acteurs, ou de défection***. Cela provoque des effets de lassitude également, qui accompagne l'accroissement du coût de la participation et donc à la défection des contestataires.
- Il y a une ***concurrence entre entrepreneurs de mobilisation de plus en plus nombreux pour attirer des participants en déclin***.
  Il y a une tension entre ***institutionnalisation et escalade*** (radicalisation des moyens d'actions et des revendications : pour attirer de nouveaux membres). Cela conduit à un processus beaucoup plus routinisé, ou alors de la politique électorale (donc sortie du champ protestataire) : c'est le processus d'institutionnalisation. A l'inverse, on peut avoir un processus d'escalade, où les actions et revendications développées se renforcent.
- Ce choix est contraint par la relation à l'Etat et en particulier de l'usage de la répression par l'Etat. ***La répression va stimuler, influencer ce processus et va accélérer les deux processus de manière simultanée***. La répression va démobiliser ou accélérer la démobilisation des moins motivés, donc conduire vers l'institutionnalisation, ou à l'opposé, mener vers une situation où il ne reste que la violence à opposer à l'Etat. Ces deux voies se nourrissent mutuellement, l'institutionnalisation va agir de manière négative pour tous ceux qui ont investi la mobilisation comme une forme de dépassement de la politique traditionnelle.
- Cela a pour conséquence ***polariser le mouvement*** : il y a un écart idéologique croissant entre institutionnalisation et escalade.

Ex 1 : « le mai rampant italien »

Le retournement du cycle a lieu sous trois effets :

- La concurrence entre SMO et le ralentissement de la croissance des participants : cela rend nécessaire le recours à l'innovation tactique, à des formes d'actions plus spectaculaires, puis violentes, de plus en plus à mesure que l'action se développe. La routinisation va provoquer l'indignation des plus radicalisés, ce qui les pousse à créer des organisations qui vont maintenir la dynamique d'innovation et d'enthousiasme de la phase initiale, qui sont supposé susciter de nouvelles identités. Il va être nécessaire de recourir à l'innovation tactique : on va passer vers des actions de plus en plus violentes.
- L'apparition de contre-mouvements : il va y avoir des affrontements entre ces deux extrêmes.
- La réaction des autorités, de plus en plus répressives.

Résultat : on observe une croissance des actions « larges » (liées aux mobilisations qui dégénèrent) puis après, des actions plus petites entre groupes rivaux. Cela mène à ne

dynamique de démobilisation et à la fin du cycle, en raison du coût croissant de la participation (affrontements avec la police ou entre OMS).

c) Les résultats des mobilisations

On a tout d'abord des résultats concernant les politiques publiques mais on va aussi voir une influence sur le système politique lui-même. Herbert KITSCHELT a essayé d'expliquer les différents résultats auxquels arrivent les mobilisations. Il propose une typologie des résultats de la mobilisation :

- Des résultats « procéduraux » : les leaders de la mobilisation vont accéder à des instances de concertation. On a un statut d'interlocuteur officiel de l'Etat, sans pour autant avoir un résultat concret.
- Des résultats « substantiels » : les revendications sont partiellement satisfaites par des mesures concrètes, des politiques publiques.
- Des résultats « structurels » : la mobilisation va produire une transformation du système politique lui-même (crise politique comme en mai 68, une crise gouvernementale, élections anticipées, etc…).

➔ ***La probabilité de ces résultats dépend du degré d'ouverture du système politique, et de la capacité (ou difficulté) à mettre en œuvre des politiques publiques***.

		Degré d'ouverture du système politique	
		Ouvert	Fermé
Capacité à lancer des politiques publiques	Forte	Suède	France
	faible	Etats-Unis	Allemagne

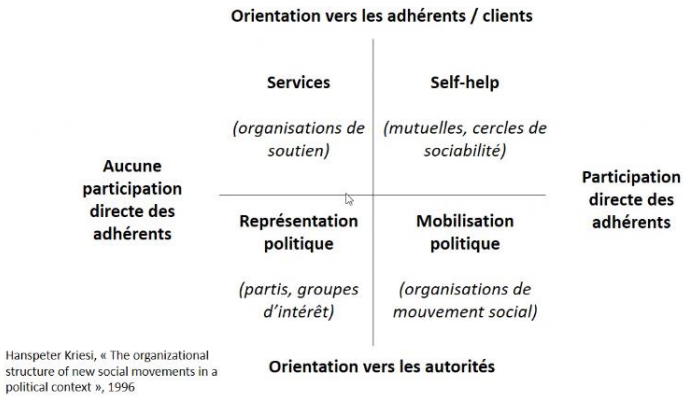
On a donc 4 modèles :

- Modèle « ouvert-fort » comme en Suède : on a une stratégie où les autorités sont attentives à la mobilisation et vont infléchir les politiques publiques en fonction de celles-ci. On a donc des résultats procéduraux et substantiels et des résultats structurels faibles puisqu'il y a eu des concessions,
- Modèle « ouvert-faible » comme aux USA : on a aussi une logique assimilative, donc on va avoir des résultats procéduraux : on va intégrer les leaders dans des structures d'associations, lobbying, etc. Mais la structure est très fragmentée donc peu de gains substantiels : il y a peu de moyens de mener une politique.
- Modèle « fermé-fort » comme en France : on a plutôt une logique d'autonomisation de l'Etat, c'est une logique de confrontation qui domine. Les mouvements sociaux n'ont pas de gain significatif : il ne reste alors que des résultats structurels, avec une remise en cause conflictuelle extra-parlementaire ou la volonté de franchir le pas de la politique conventionnelle (partis spécifiques).
- Modèle « fermé-faible » comme en Allemagne : on a une structure fermée par rapport aux mobilisations, isolé des mouvements sociaux, mais la capacité à lancer des

politiques publiques est faible. Cette configuration va accorder une forte capacité de veto, d'interrompre la politique menée.

Ensuite, il peut y avoir une ***influence sur le mouvement social*** lui-même, sur les acteurs de la mobilisation :

- Des changements culturels ou identitaires,
- Des effets biographiques pour les militants ayant participé à l'épisode de conflit,
- La constitution de réseaux qui peuvent maintenir des liens mobilisables lors d'un cycle postérieur : les organisations elles-mêmes ne disparaissent pas à la fin du cycle. Elles vont connaître une transformation des objectifs, au fur et à mesure que le cycle décline et disparaît, avec la constitution de réseaux de liens mobilisables pour un cycle postérieur. Cf. Hanspeter KRIESI : il a une approche en termes d'espace des mouvements sociaux, ou de champ multi-organisationnels. Pour lui, il y a deux variables :



Hanspeter Kriesi, « The organizational structure of new social movements in a political context », 1996

- Degré d'orientation vers les adhérents,
- Degré de participation des adhérents.

1. Radicalisation : dynamique qui peut découler de la mobilisation, mais qui doit s'appuyer sur une structure interrelationnelle pour durer dans le temps.
2. Commercialisation : l'organisation va se transformer en prestataire de service, on a une reconversion partielle dans ce cadre.
3. Involution : le groupe militant se replie sur lui-même, les organisations deviennent des groupes d'entraide, des espaces de sociabilité.
4. Institutionnalisation : cette domestication du mouvement est importante : le mouvement devient un groupe d'intérêt, voire un parti. C'est la trajectoire la plus fréquente en démocratie. Elle va se traduire par des modifications internes au fur et à mesure qu'elle s'institutionnalise. C'est une approche développée par M. ZALD et H. GARNER dans le contexte des années 60. Ils remarquent l'émergence d'une structure bureaucratique, avec un processus d'adaptation à la société environnante. On peut la décomposer en 3 processus :
   - *Accent croissant mis par les plus investis sur la survie de l'organisation*. Pour ces membres, l'activité première devient la survie : on se concentre sur le recrutement, sur les moyens financiers… parce que pour les militants qui s'investissent dans la durée, il y a un processus de professionnalisation et donc il y a un nombre croissant de militants qui dépendent de l'organisation-même.

- *Cela s'accompagne d'un changement des objectifs mêmes de l'organisation* (« substitution des fins »). Les objectifs sont plus diffus, plus décomposés.
- *Cela s'accompagne également d'un processus d'oligarchisation de l'organisation, de transformation du leadership* : les leaders charismatiques se désinvestissent et sont remplacés par des leaders plus pragmatiques, avec une coupure entre le leadership et la base.

Pour qu'il y ait une institutionnalisation, il faut des conditions favorables : on peut les observer par exemple dans les mouvements écologistes dans les années 1970. ***Selon les pays, l'institutionnalisation va avoir un devenir différent, en particulier sur l'investissement du champ politique et de la compétition électorale*** : par exemple, en Allemagne, les Verts allemands sont un parti qui connaît un vrai succès politique, comparé au parti politique vert en France, où sa victoire n'est que récente (pendant longtemps, il y a eu une dissociation entre l'activité militante et le parti des verts). Les verts allemands, dès les années 1980, vont décrire des aspects de transformation interne : abandon de certains principes internes alternatifs…
Guillaume SAINTENY compare ces deux mouvements et il distingue 2 facteurs d'institutionnalisation propre à l'Allemagne :

- ***Facteurs institutionnels*** : mode de scrutin et décentralisation des structures politiques. Les élections régionales sont découplées des élections nationales : la plupart des Länder vont avoir leur date d'élection. Cela a pour conséquence que pour un nouvel entrant tel que le parti vert, on va avoir une succession de petites élections dans lesquelles on acquiert une crédibilité et un financement public plus important.
- ***Fonctionnement du marché politique*** :
  - Présence ou absence de concurrents politiques sur des enjeux non environnementaux : les verts n'ont pas de concurrent, le SPD est un parti de gouvernement. Par ailleurs, l'extrême-gauche ne parvient pas à s'implanter. Le parti peut donc être investi facilement. En France, on a un système de parti en pleine reconstruction et dans lequel il existe toujours une alternative sur les enjeux soulevés par les écologistes.
  - La logique de constitution des enjeux et leur durée de vie sur l'agenda : les verts allemands vont bénéficier d'une succession de thèmes dans lesquels ils vont pouvoir se constituer, récurrents dans le débat public (question du nucléaire, euromissiles, scandales politiques, pluies acides).

***Chapitre 2* : Une démocratie protestataire ?**

Peut-on parler de démocratie protestataire, alors que le fondement de la démocratie représentative est la désignation par l'élection des personnes qui vont occuper les postes de décision ? ***La participation politique non-conventionnelle a acquis une certaine légitimité au sein du fonctionnement des démocraties***. Elle a connu dans le même temps une profonde recomposition, et elle semble perdre de sa centralité, pour structurer la participation citoyenne en démocratie.

Initialement, jusqu'au milieu du XXème siècle, on observe une grande stabilité des comportements électoraux et donc des systèmes de partis, parce que le processus de démocratisation s'est traduit par un enrôlement électoral des masses, qui s'est traduit par des clivages politiques stables (clivage de la religion et son rapport à l'Etat et le clivage de classe et de l'organisation économique de la société). Il y a donc des relations stables, qui ont été transmises par la socialisation politique et électorale.

Cette stabilité laisse place à une volatilité électorale, avec plusieurs indicateurs :

- Croissance de la fluctuation des intentions de vote au cours des campagnes électorales.
- Variation du vote d'une élection à une autre (de même type).
- Variation du vote selon le type d'élection (split ticket voting aux USA).
- Progression quasi-généralisée de l'abstention.

L'idée d'une crise de la démocratie représentative émerge, notamment dans les sondages, qui montrent un jugement très négatif face au fonctionnement de la démocratie et aux personnels de la politique. On peut toutefois relativiser cette crise face à la participation politique : il n'y a pas une ***désaffection civique***, et ceci pour deux raisons :

- Le retrait complet de la scène électorale ne concerne qu'une minorité, et c'est un pourcentage qui n'a pas beaucoup évolué depuis une décennie. L'abstention est plutôt constante, mais c'est le votant intermittent qui a tendance à augmenter largement.
- Les autres formes de participation non-électorale montrent une forte vitalité, il y a un fort engagement citoyen. La participation non-conventionnelle et les structures associatives se sont accrues : chaque année, sont créées 70 000 associations, dont un quart sur des causes humanitaires, environnementales etc.

Cette vitalité cache une dynamique générationnelle, avec une profonde recomposition de la participation. C'est ce que montre l'enquête de 2020 par TIBERJ : elle montre une transformation des profils de participation, il en distingue 4 :

- Les électeurs : ils se rendent aux urnes, ne participent à aucun mouvement protestataire voire les voient négativement. Avant la guerre, la participation était centrée sur l'élection, sur ce qui est suscité depuis les élites politiques. Il y a une déférence des électeurs, qui se déplacent car on leur demande, car ils doivent élire parmi les candidats, qui, eux, sont désignés d'en haut, par des règles définies en haut. Quand l'élection est terminée, ils vont redevenir des citoyens qui savent rester à leur place. On est dans ce que Bourdieu appelle la remise de soi : le fait de rester à sa place, de valoriser les figures d'autorité qui choisissent pour nous-mêmes caractérise les plus

anciens, avant la guerre. Cette citoyenneté de déférence, de remise de soi, disparaît peu à peu (5% en 1991 et après).

- Les non-participants, qui ne votent pas et ne participent pas. Sa proportion restait assez stable. On peut l'expliquer par la question du cens caché de GAXIE (retrait par rapport à la politique, lié au diplôme en particulier). On devrait alors observer une décroissance de cette part des non-participants : or, pour notre génération, cette part est très élevée. Cela s'explique par le cycle de vie : il faut un temps pour que la participation s'aligne sur les personnes les plus âgées (moratoire politique de la jeunesse ?). Ce moratoire n'explique pourtant pas les moins diplômés : la part des moins diplômés qui ne participent pas s'est accru au fil des générations, avec un effet de décrochage parmi les moins diplômés, qui signifie une rupture avec le politique, une incapacité à faire entre sa voix dans la démocratie contemporaine.
- Des protestataires, qui ne votent pas toujours mais participent. Ils représentent notamment les jeunes générations. Ils utilisent des formes de participation qui contournent le vote. Cela va se traduire par un vote qui n'a plus la même signification. Pour les personnes d'avant la guerre, c'est un devoir civique alors que pour les plus jeunes, c'est un moyen de participer comme un autre, voire un « moins bon » moyen de participer.
- Des poly-participants, qui font les 2. Ils représentent la majorité avant la guerre et jusqu'en 1951-60. C'est la génération de baby-boomer qui combinent les deux formes de participation. Ce type déclin peu à peu. Il faut en conclure que des profils a-civiques montent en puissance.

Il existe ***quatre grands principes de légitimité dans les démocraties représentatives :***

- ***Un gouvernement par le peuple,***
- ***Un gouvernement du peuple,***
- ***Un gouvernement pour le peuple,***
- ***Un gouvernement avec le peuple***.

L'intégration européenne n'est qu'une gouvernance pour et avec le peuple selon Vivien SCHMIDT. Il manque les deux autres éléments centraux, renvoyés à l'échelon national. On a donc une démocratie à deux étages :

- A l'échelon européen, on a les politiques sans la politique.
- A l'échelon national, on a la politique sans les politiques.

C'est une approche intéressante mais le phénomène dépasse la simple Union Européenne : ***l'intégration européenne s'inscrit dans un dépassement du cadre national des régimes démocratiques*** :

- On a depuis les années 1970 un processus de globalisation qui ouvre un nouveau cycle de l'Etat.
- On a une généralisation de la scolarisation et donc en conséquence, le rejet de la remise de soi.
- On a aussi des transformations de l'espace public, avec le développement des médias électroniques, des réseaux sociaux, etc…
- La « colonisation de la vie quotidienne » (HABERMAS, MELUCCI) : le capitalisme change lui-même, les logiques marchandes pénètrent la vie quotidienne.

On peut donc s'interroger sur la démocratie nationale : n'assiste-t-on pas à un dépassement du cadre national ? C'est la thèse que développent COHEN et RAI à travers l'analyse des répertoires d'action : ils analysent un ***troisième répertoire d'actions, qu'ils appellent « transnational-solidariste »***. Ils identifient pour ce faire 4 évolutions :

- *Une valorisation de l'autonomie des citoyens et tendance à l'individualisation de l'action collective*. Par exemple, réticence à toute délégation du pouvoir de décider, donc de tout ce qui relève de la représentation. Cela passe par des modes d'actions plus souples, moins centralisés, par des formes de politisation des comportements privés.
- *Une transformation de la symbolisation des actions par contraintes médiatiques (focalisation événementielle).* Ils vont traduire leurs mobilisations dans des formats conformes à ces contraintes, d'où l'évolution d'un processus où on va se focaliser autour d'un événement, pour être conforme au format médiatique.
- *Une montée de l'expertise dans les mobilisations* : poursuite pacification / rationalisation de la protestation. L'expertise est préférée à la protestation. Ce recours à l'expertise s'explique par la technicité accrue des enjeux de mobilisation. Les arguments scientifiques occupent une certaine autorité, ressource de la mobilisation. On a par ailleurs l'influence des dispositifs de démocratie participative : ces dispositifs, avec toutes leurs limites, apparaissent comme une machine à contraindre les protestataires dans le langage que demandent ces dispositifs (contrainte à revêtir la parole de l'expert). Cela a pour conséquence de poursuivre le processus de pacification de la protestation : l'expertise participe à la pacification, jusqu'à la rationalisation de la protestation.
- *Une transformation des espaces de référence* : vers une participation multiniveau ? Les mobilisations dépassent de plus en plus les frontières nationales et reposent sur des réseaux transnationaux. Au mouvement local national, on verra se développer une structure nationale internationale. On s'interrogera à l'émergence d'une participation multiniveau.

I – Une individualisation de la participation ?

A – Les transformations de l'engagement : un militantisme « distancié » ?

Ces transformations sont d'abord quantitatives : ***on a un déclin quantitatif de l'investissement au sein des organisation traditionnelles*** (partis, syndicats…). Il y a des différences selon les pays toutefois : en Scandinavie, on a des taux de syndicalisation plutôt élevés comparé à la France.

On observe une même désaffiliation pour les partis politiques : dans tous les pays, on remarque un déclin du nombre de militants. SI on regarde le taux d'encadrement des citoyens par les militants (ratio militants/électeurs), on voit aussi un déclin.

La participation va alors investir d'autres domaines : le secteur associatif est en plein essor, notamment en France qui était marquée par un faible engagement associatif. La France connaît un développement considérable depuis les années 1960. En 2013, on compte 17 millions d'associations dont 17% défendent des causes et en 2002, 45% des Français participaient à une association. Plusieurs causes :

- ***Des causes endogènes*** :
  - Les conséquences de la professionnalisation : cette professionnalisation est à l'origine d'une rupture entre les instances dirigeantes et les militants. Il y a non seulement moins de militants, mais l'activisme se réduit même.
  - La transformation de la compétition politique rend de moins en moins nécessaire la présence de militants. On met l'accent sur l'expertise et le leadership, on a donc moins besoin de militants.
- ***Transformation des logiques mêmes de l'engagement et des pratiques militantes (ION)*** : on assisterait à la disparition de l'engagement au profit d'un rapport plus distancié de l'engagement. Selon lui, deux modèles historiques (deux idéaux-types de militantisme) se succéderaient :
  - Le militantisme « affilié », qui correspondraient aux organisations traditionnelles. Ce serait un modèle communautaire, où le militant est dévoué, avec une forte sociabilité militante, qui participe d'une forte identité collective. Cela peut être l'un des ressorts de l'engagement lui-même.
  - Le militantisme affranchi, qui correspondraient aux formes contemporaines de l'engagement. Il se substituerait au modèle traditionnel dès les années 1980. Ce serait un modèle plutôt sociétaire où s'affirmerait l'identité individuelle. L'engagement devient beaucoup plus ponctuel, intermittent, il sacrifie beaucoup moins sa vie personnelle et ne devient plus le centre de la vie sociale. La personne qui s'engage chercherait au contraire à optimiser le temps qu'elle consacre à l'engagement. L'adhésion à une identité collective se réduit au profit de l'affirmation de soi. Cette transformation s'observe au niveau des pratiques militantes, avec une plus grande valorisation des compétences spécifiques, avec un rapport plus critique et réflexif. Enfin, cet engagement ne se caractérise pas par des militants polyvalents, multi-positionnés : on a de moins en moins de forme d'engagement de ce type. Ces formes d'engagement se déstructurent, avec une montée en puissance de nouvelles formes d'organisations fondées sur des réseaux souples et informels, et un fonctionnement reposant sur le consensus. Il y a une informalité relationnelle (qui s'oppose à la bureaucratisation), il y a des rapports horizontaux plutôt que verticaux et enfin, la prise de décision est davantage consensuelle. On a une dimension évolutionniste : cela se traduirait par la montée de l'individualisme, une redéfinition des rapports entre vie privée et militante.

Toutefois, cette approche présente plusieurs limites :

- ***Annie COLLOVALD critique cet aspect évolutionniste*** : elle reproche leur caractère trop homogénéisant. Parler d'idéaux-types conduit à uniformiser toutes les périodes, comme si tous les mouvements relevaient de cette forme de militantisme affilié avant 1980. Dans le passé comme dans le présent, on a des formes bien plus composites :

- Par le passé, on voit dans certaines organisations des formes d'engagement « à la carte » dont se plaignent les dirigeants communistes. Par exemple, c'est le cas du Secours Populaire : dès les années 1950, les responsables se désolent de l'engagement des adhérents qui apparaît « à la carte ».
- On trouve aussi ce militantisme dans les mouvements contemporains. On peut prendre l'exemple du Réseau Education Sans Frontières et ses mobilisations dans les années 2000. Il est difficile pour les militants d'avoir un comportement distancié puisqu'il faut réagir dans l'urgence. On voit donc un engagement total, avec une frontière floue entre vie privée et vie militante. (On voit la même chose dans les mobilisations pour les intermittents du spectacle).

⇨ On trouve une panoplie, un éventail d'investissements, aussi bien dans le passé que par les formes contemporaines.

De plus, il y a une ***transformation des organisations*** elles-mêmes, qui laisseraient place à des organisations horizontales : COLLOVALD dit que ces « nouvelles » formes de mobilisations ne sont pourtant pas exemptes de rapports hiérarchiques et d'une monopolisation du pouvoir. Puisque les militants sont davantage présents, ils vont concentrer petit à petit le pouvoir. Il y a un risque que le champ médiatique se focalise sur la trajectoire d'une seule ou de quelques personnes : c'est ce qu'on a observé dans le mouvement des gilets jaunes.

- ***Il y a également une indifférence du modèle sur les propriétés sociales des militants*** (Sawicki, Siméant). Ils reprochent à ION de se limiter aux formes d'actions sans prendre en compte ce que sont réellement les militants, leur parcours social. L'organisation, même informelle, produit également les caractéristiques des militants. Pour agir dans des réseaux informels, les capitaux individuels nécessaires sont différents de ceux qu'on mobilise dans une structure hiérarchisée : ce sont davantage des individus au capital social ou culturel ou militant plus élevé, ce qui défavorisé un investissement plus populaire :
  - <u>Exemple 1 :</u> AC ! est un mouvement qui différencie les bénéficiaires, d'entrepreneurs à l'origine de la mobilisation. Si on regarde le déroulement des AG (Daniel MOUCHARD), on observe des formes de hiérarchisation dans la prise de parole, alors que ces AG sont supposées permettre la libre expression de tous. Il observe que quand il s'agit de bénéficiaires, elles vont se cantonner à la description de situations individualisées. Il y a aussi une inégalité dans la stratégie de présentation de soi : certains bénéficiaires vont adopter des postures ou des formes de prise de parole qui leur risquent de perdre la face.
  - <u>Exemple 2 :</u> les mobilisations des intermittents du spectacle des années 2000 affichent elles aussi le même processus de hiérarchisation en fonction des compétences militantes. Les nouveaux ont du mal à se trouver une place dans le groupe et éprouvent un sentiment d'illégitimité à prendre la parole devant les autres : cela a pour conséquence une stratégie d'évitement et vont avoir une activité périphérique de l'action.

Le modèle du militantisme distancié est à la fois descriptif et prescriptif : il y a une tendance à valoriser des formes d'action propres aux classes à fort capital culturel.

- ***Il faut donc avoir de ce modèle un usage idéal-typique*** : il souligne deux problèmes structurels de la mobilisation :
  - Une tension entre l'efficacité de l'action et le risque d'une monopolisation des pouvoirs
  - La compatibilité entre vie privée et militantisme.

B – Une politisation des comportements privés

De quoi découlerait cette politisation ? Elle découlerait des transformations du capitalisme selon Wolfgang STREECK : il analyse les conséquences du passage à un système post-fordiste. Le système fordiste était basé sur la standardisation des produits, ce qui est remis en cause dans le monde post-fordiste. On valorise la différenciation des produits : les conséquences portent sur les identités sociales. ***Cette nouvelle société va permettre une identité beaucoup plus différente qu'auparavant : l'acte d'acheter devient une affirmation identitaire par la consommation.*** Elle permet la constitution de communautés de consommation, qui sont beaucoup plus attrayantes que les formes traditionnelles (moins contraignantes sur une base temporaire). Cela va rendre possible une politisation des formes de consommation, d'où la consommation engagée : l'acte de consommer devient un acte politique. On peut citer les travaux de Sophie DUBUISSON-QUELLIER.

a) La participation politique par la consommation

On voit un véritable ***consumérisme politique*** : on peut le définir comme l'expression par les consommateurs d'un choix, de producteurs ou de produits, en fonction de considérations politiques ou éthiques et non comme produit matériel en soi. On distingue 2 consumérismes :

- ***Le consumérisme politique « négatif »*** : on rompt la relation marchande (boycott).
- ***Le consumérisme politique « positif »*** : on réoriente la consommation (buycott), on achète un produit pour la cause qu'il soutient.
- La définition du contenu politique du produit peut se faire par :
  - Une définition directe : produit
  - Une définition indirecte : producteur
  - Une critique générale de la société de consommation : frugalité, décroissance

		Buycott	Boycott
Sexe	Homme	22	17
	Femme	27	18
Âge	16-24	19	14
	25-39	28	19
	40-59	28	21
	60 et +	19	14
Niveau d'études	Primaire	7	5
	Secondaire 1er degré	15	12
	Secondaire 2e degré	27	19
	Supérieur	42	30
Revenu familial total net (Quartiles)	Q1	12	8
	Q2	20	15
	Q3	31	23
	Q4	43	29
Intérêt pour la politique	Pas du tout	6	5
	Peu	19	12
	Assez	33	24
	Très	44	35
	Total	24	17

Le profil des boycotteurs et des buycotteurs :

- Une influence du niveau de diplôme
- Un intérêt pour la politique et la participation conventionnelle
- Un effet différencié du genre (Michelletti)
- L'influence du niveau de revenu et de pratiques de « distinction ».

On parle d'une action « collective individualisée » selon Michelle Michelletti : on consomme en fonction du contenu politique ou éthique du produit et ce contenu politique est défini par des entrepreneurs de mobilisation particuliers (« des entrepreneurs de morale capitaliste »). Ce sont eux qui permettent d'articuler les gestes individuels et l'action collective autour de la consommation parce qu'ils contribuent à équiper le marché pour guider le consommateur dans ses choix. Il y a un double registre :

- Un ***registre protestataire*** : on engage des campagnes de sensibilisation pour faire prendre conscience au consommateur. C'est cet équipement qui permet d'interpréter le comportement des consommateurs.
- Un ***registre institutionnel*** : la certification (par exemple, par des labels, par la traçabilité). On a une forme d'institutionnalisation de l'action en entrant dans le domaine économique en retournant les logiques du marché.

C'est pourquoi la sociologue Michelletti parle d'action collective individualisée : ce sont les entrepreneurs qui permettent d'interpréter les actions individuelles décentralisées.

b) Consommation engagée et subversion du lien marchand

On observe ici l'engagement dans des circuits marchants alternatifs (AMAP, 2003) selon DUBUISSON-QUELLIER : l'échange de paniers de légumes consiste en un échange avec un engagement financier préalable. Il faut ici commencer par voir le développement de ce mode d'action : c'est typique de diffusion intermédiée, avec la circulation d'un lien d'apparition. Typiquement, cette forme suit cette diffusion intermédiée : on voit se développer de telles actions en Suisse dans les années 1970 où des associations alimentaires se sont fondées sur ce principe. Pourtant, les AMAP se sont créées après une importation des Etats-Unis (la Suisse l'importe aux USA puis les USA en France au début des années 2000 dans le cadre du mouvement altermondialiste).

En quoi les AMAP subvertissent-ils la logique marchande ? ***La sphère marchande repose sur deux grands principes :***

- ***Le principe de mise en équivalence des produits***, qui permet l'unification du marché,

- ***Le principe d'extension du marché***, permis par le principe d'unification, avec des produits qui peuvent être évalués indépendamment de leurs producteurs, ce qui facilite leur large circulation
- Il y a donc une dialectique entre homogénéisation et singularisation.

Il y a un engagement dans la durée et une logique collective de l'acte d'achat, ce qui rompt avec ces deux principes : l'engagement dans la durée défait les bases habituelles du calcul de coût. ***On réinscrit l'acte d'achat dans une économie plus globale, qui touche à la santé, à l'organisation domestique***. De plus, il y a un acte collectif d'achat : lorsqu'on s'engage, c'est le collectif qui fonde les modalités de l'échange (on parle de distribution et non de vente), ce qui importe est le partage de la production au sein d'un collectif. Le mécontentement passe par la prise de parole au sein du collectif.

Cette logique conduit à rompre avec la mise en boîte noire du dispositif de production : ***le système de distribution rend visible et met en évidence le processus de production lui-même***. C'est en cela qu'on a un exemple de mouvement social préfiguratif (Francesca Polletta) : on met en œuvre dans certaines zones sociales des revendications en résonnance avec les objectifs du mouvement.

II – Médias et mouvements sociaux

Cette deuxième tendance concerne ***la symbolisation et le rôle de l'espace public dans les mouvements sociaux.***

A – Les stratégies médiatiques des entrepreneurs de mobilisation

Les médias traditionnels exercent une double contrainte sur les mouvements sociaux :

- Ils contraignent l'accès à l'espace public. Ce sont des gate-keepers. Une mobilisation non-traitée par les médias ne pèse pas.
- Ils participent à définir l'image du mouvement : la représentation du mouvement est construite par les médias.

Erik NEVEU distingue 3 stratégies médiatiques des acteurs protestataires :

- L'abstention : les mouvements peuvent renoncer à chercher une couverture médiatique (résignation), ils peuvent au contraire critiquer les médias (refus de compromission) mais ils peuvent aussi la trouver non-pertinente (non-pertinence des médias) car la plupart des actions sont locales et concernent un destinataire proche.
- L'attaque : c'est une stratégie de défi de contestation des médias eux-mêmes. Cela correspond à une stratégie notamment de nouveaux entrants dans l'espace des mouvements sociaux. Cette stratégie de confrontation est destinée à mettre les pieds dans la porte des rédactions.
- L'adaptation : c'est la plus fréquente. Les entrepreneurs vont chercher à anticiper la réaction des médias, voire à la susciter. Cela va avoir pour effet de mettre en forme l'action pour agir sur l'image que le public va se faire du groupe et de ses revendications. Cette stratégie s'est traduite par une transformation du répertoire

d'action lui-même. CHAMPAGNE l'illustre par des manifestations « de papier » : les manifestations traditionnelles sont faites pour créer un rapport de force mais avec le développement des médias, on a des manifestations qui cherchent à produire un compte-rendu dans les médias. Les manifestations sont organisées avec des conseillers en communication.

a) La focalisation évènementielle comme stratégie de mise en visibilité

On se focalise sur un thème précis pour être relayé par les médias, et on va par ailleurs privilégier les techniques de mobilisation qui vont susciter des images. On doit donc recourir en particulier à des techniques ***désobéissance civile*** : on va transgresser des normes établies comme stratégie de mise en visibilité. Cette transgression est ambivalente : elle répond à une exigence de visibilité, toutefois, elle ne doit pas devenir contre-productive.
Cette désobéissance civile passe notamment par la ***mise en scène des corps*** (Villalba, Pedretti) : elle désigne l'accomplissement délibéré d'une action prohibée par la loi ou par un règlement en vigueur. Le but est d'exercer une pression sur le pouvoir politique, directement ou indirectement via l'espace public. L'objectif peut être de modifier la loi transgressée, modifier une décision politique autre ou renverser un rapport de pouvoir. Pourquoi franchir une loi ? L'idée sous-jacente est de montrer que la sujétion n'est pas liée à la seule contrainte : il y a une forme de coopération des opprimés même dans la sujétion.

Cette disqualification de la légalité est ambivalente : la critique s'en prend à l'état de droit. Cela explique une des contraintes de la désobéissance civile : ***la contestation doit être non-violente et rester « civile »***. On reste public, on désobéit à visage découvert.
Quels modes d'actions ?

- Performances symboliques : formes légales ou non, boycott, refus de payer les impôts, les redevances, etc…
- Obstruction non violente : bloquer, sit-in, on utilise le corps comme barrage humain.
- Dégradations de la propriété : dégradations qui touchent à des choses matérielles.

C'est une focalisation événementielle : les obstructions non-violentes et les dégradations utilisent le corps des militants comme instrument de visibilisation. Ils encourent la sanction à visage découvert pour faire de la règle judiciaire une arène médiatique de l'action. Cette mise en scène du corps repose sur 3 niveaux :

- Choix tactique : on soumet le corps aux risques de la répression, pour contraindre les autorités publiques à user de la répression. On veut rendre visible la répression invisible. On veut favoriser les contradictions internes, faire apparaître des alliés.
- Renforce le cadrage comme mobilisation pour motifs de conscience.
- Un effet identitaire sur les participants : la performance est une occasion de susciter des états émotionnels, les pratiques corporelles sont une manière d'incarner l'unité du groupe contestataire (pour le groupe et pour les spectateurs, y compris les médias qui couvrent l'événement).

Ex : La mobilisation des industries culturelles

Christophe Traïni, *La musique en colère*, 2008 : il parle de l'instrument d'interpellation des soutiens à distance. Cela permet au mouvement de trouver des soutiens hors du mouvement. Cela permet de rallier à la cause un public plus large. On retrouve ça au niveau national (Rock againt racism). Cela se systématise aussi au niveau transnational (Charity rock : c'est l'organisation de grands concerts, événements médiatiques, à la frontière entre protestation et divertissement). 3 caractéristiques à ce mode d'action :

- Enrôlement des artistes à des fins de légitimation de la cause : on enrôle des artistes pour légitimer le mouvement, en s'appuyant sur le prestige social de l'artiste (capital social, capital symbolique).
- Collecte de fonds : on va mobiliser l'industrie culturelle au profit d'une collecte de fonds (Band aid, 1984).
- Elle constitue une manière de faire nombre, en contournant les formes traditionnelles de mobilisation, autour de la cause. Ces mobilisations se font sous contraintes, surtout car il s'agit de mobiliser des artistes donc des publics segmentés. L'objectif est de rendre visible, donc il faut s'appuyer sur une diversité d'artiste atour desquels les publics vont communier autour de la cause : ces individus sont mobilisés moins par la cause que par l'artiste qui participe. La participation d'une partie du public est faite sur le mode de la non-contradiction (on n'est pas hostiles plus que l'on est en adhésion).

b) Gérer les interactions avec les journalistes

Il y a une forte ***tendance à la professionnalisation des rapports entre médias, ONG et acteurs protestataires***, pour essayer d'influencer journalistes et médias.

Ex : les sommets difficiles (Etienne OILLON, « Sommets d'information », 2013, G8 à Heiligendamm, 2007). Il a des contre-sommets dans ces événements en parallèle des sommets officiels : les ONG, même les plus contestataires, envoient de plus en plus souvent des représentants aux sommets officiels. Ils sont invités en tant que représentants de médias. L'idée ici est qu'en acceptant une telle représentation, cela facilite le travail des journalistes qui couvrent les contre-sommets. Les ONG vont pouvoir développer des stratégies qui vont porter l'image du mouvement et la cause elle-même, donc de faire un travail de cadrage de la cause par les journalistes. Il y a donc une stratégie active de démarchage des journalistes. 3 conditions :

- Cette stratégie dépend des savoir-faire des ONG : tout le monde n'a pas la capacité d'obtenir une accréditation, il faut des contacts au sein des médias. Il faut une bonne connaissance des contraintes propres aux journalistes pour identifier le bon moment de réception.
- Cela a des effets : il faut disposer des biens recherchés par les journalistes. On peut disposer d'un « sujet chaud », un sujet fortement valorisé, donc il sera plus facile de solliciter les journalistes. Aussi, ils peuvent présenter des sujets techniques, avec un rôle plutôt informateur, un rôle d'expert, sur les enjeux du sommet.

L'enjeu technique sera donc repris par le journaliste : on va pouvoir paramétrer l'écriture en proposant un contenu préformaté. Enfin, les ONG qui ont le plus de fonds peuvent venir avec leurs propres témoins, qui peuvent faire l'objet d'un article lors du sommet.

- Il faut des liens d'interconnaissances entre les journalistes et les responsables des ONG. Il faut que ce que l'ONG propose soit acceptable aux yeux des journalistes, d'où l'importance d'un lien de connaissance avec les journalistes. Cela dépend donc de la réputation collective de l'ONG et individuelle du représentant.

Pourquoi mettre tout ça en place ? ***L'objectif n'est pas de solliciter directement les responsables diplomatiques, c'est de faire une pression indirecte sur les décideurs***.
Les médias sont une caisse de résonance pendant le sommet, mais aussi une chambre d'enregistrement : on peut obtenir des engagements des responsables diplomatiques, pendant les conférences de presse par exemple.
Cette stratégie d'adaptation est clairement liée à la perte d'autonomie médiatique des mobilisations protestataires. Dans les années 80, on avait une presse militante très développée, qui permettait de contourner les grands médias, qui commence peu à peu à disparaître ainsi que les techniques traditionnelles militantes. Les moyens numériques vont permettre de retrouver une autonomisation. Cela s'explique par un contexte particulier.
Cette dépendance à l'égard des médias est réciproque toutefois : les journalistes eux-mêmes doivent maintenir de bons rapports avec les militants.

B – Internet, instrument d'autonomisation médiatique

Dominique CARDON, Fabien GRANGEON, *Mediactivistes*, 2013. Ils identifient deux usages d'internet pour les mobilisations :

- ***Internet joue un rôle de structure de mobilisation pour les acteurs protestataires***. Il va fournir une infrastructure indispensable à l'organisation de réseaux déterritorialisés.
- ***Internet est aussi un instrument d'investissement de l'espace public***, en fournissant la possibilité de dispositifs alternatifs aux médias dominants. On voit se développer des nouveaux modes coopératifs de production, de circulation et de consommation de l'information. Cela constitue une critique en acte de la forme actuelle de l'espace médiatique, ce qui permet de remettre en cause le monopole de ces médias traditionnels. Cela passe par 3 choses :
  - Le militantisme informationnel : ***il va prendre les pratiques traditionnelles des médias traditionnels comme objet de critiques***. Il relève d'un registre contre-expert des médias. Il y a des collectifs qui se composent contre la veille des médias traditionnels, pour analyser, hiérarchiser l'information, analyser les structures de propriétés, etc. Cette critique est ancienne, portée par les partis et syndicats situés à gauche, abandonnée dans les années 80. Elle réémerge sous une double influence : d'une part, l'investissement de la critique des médias par les intellectuels et les universitaires ; d'autre part, la multiplication des initiatives citoyennes (avec, par exemple, la création d'organismes de veille) : ici, l'objectif est

de développer de nouvelles pratiques d'investigations qui associent journalistes professionnels, amateurs et internautes (Médiapart), mais aussi de développer la figure du lanceur d'alerte (whistleblower).

- Le développement de nouveaux répertoires d'action : ***les nouveaux moyens numériques sont un moyen de rendre visible leurs actions sans passer par des médias traditionnels***. Le premier répertoire est d'inviter les militants à participer pour promouvoir la cause, via les réseaux sociaux, à rendre visible les actions. Le deuxième répertoire est l' « hacktivisme » : c'est une conception d'Internet comme média tactique, comme lieu de protestation directe, avec par exemple des sit-in virtuels. Cette conception naît du rapprochement entre « nouveaux mouvements sociaux » et contre-culture informatique (logiciel libre) : le pont est alors assuré par des collectifs d'artistes.
- Une réappropriation plus ouverte de l'espace du débat public : il y a une ***volonté de dépasser la frontière professionnels / profanes***, avec un mélange entre le « media-activisme » et le courant expressiviste (Cardon, Grangeon). Les profanes peuvent devenir producteur. Il faut préciser la filiation du media-activiste : c'est la tradition des médias alternatifs et communautaires, avec des médias perspectivistes, qui met en avant la parole des profanes. Ces médias communautaires des années 1970 se différencient autour :

⇨ Pas de liens avec des groupes organisés ou communautés locales,
⇨ Pas de liens avec les métiers de l'information,
⇨ Valorisation de l'autonomie, rupture avec catégories d'appartenance collectives (territoriale, sociale, politique).

Toutefois, cette ouverture ne doit pas être surestimée :

⇨ Même dans cet espace, un cens caché se maintient. La capacité à s'intéresser aux politiques publiques reste similaires aux militants qui sont actifs hors ligne : il y a toujours une forme de sélection sociale, seuls les individus qui s'intéressent déjà à la politique vont s'orienter vers du contenu politique en ligne.
⇨ Il y a une forte sélectivité des sites et espaces de production d'information qui parviennent à influencer les médias traditionnels.

III – Une politique protestataire à l'échelle globale ?

La diffusion internationale n'est pas un phénomène nouveau, on voit déjà des ***phénomènes d'internationalisation dès le XIXème siècle*** (lutte contre l'esclavage, mouvement ouvrier, mai 68…). On voit un saut qualitatif à la fin des années 1990 : on observe une multiplication d'organisations internationales et ONG référencées par les Nations-Unis, qui peut s'expliquer par une transformation des réseaux conceptuels.
R. KEOHANE et J. NYE observent un « *tournant transnational* » : ils s'intéressent aux acteurs non-étatiques et à leur rôle dans les organisations internationales. Ils vont insister sur deux choses : la caractéristique de ces nouveaux acteurs et la cause de leur émergence. Enfin, des acteurs vont se spécialiser dans des mouvements qui dépassent les Etats. Il faut donc voir si ces acteurs participent au développement, à l'émergence d'une société civile internationale,

sur laquelle les Etats n'auraient pas de prise, une sorte d'auto-réalisation, pour essayer de relier des transformations des formes de contestation et transformations structurelles.

On va essayer de transposer le mode de compréhension des mouvements nationaux à ces mouvements transnationaux. Syndey Tarrow montre que les mouvements transnationaux émergeraient avec des acteurs nationaux, sur le champ transnational. On désigne une mobilisation transnationale comme une « *campagne internationale coordonnée, effectuée par des réseaux de militants, contre des acteurs internationaux, d'autres Etats ou des institutions internationales* ».
Cette approche est intéressante mais elle est insuffisante : elle ne prend pas en compte des transformations plus profondes du rapport à l'espace et à l'échelle d'action pertinente : on observe une imbrication des échelles, c'est un niveau qui se « *constitue en interaction avec les précédents* » et non un niveau supplémentaire qui s'ajoute (Zimmermann). Cela conduit à changer de définition : Johanna Siméant définit les mobilisations transnationales comme des organisations de « *la défense de causes par des acteurs dépassant les frontières ou revendiquant une action qui les dépasse* ».

A – Mobilisations transnationales et structure des opportunités politiques

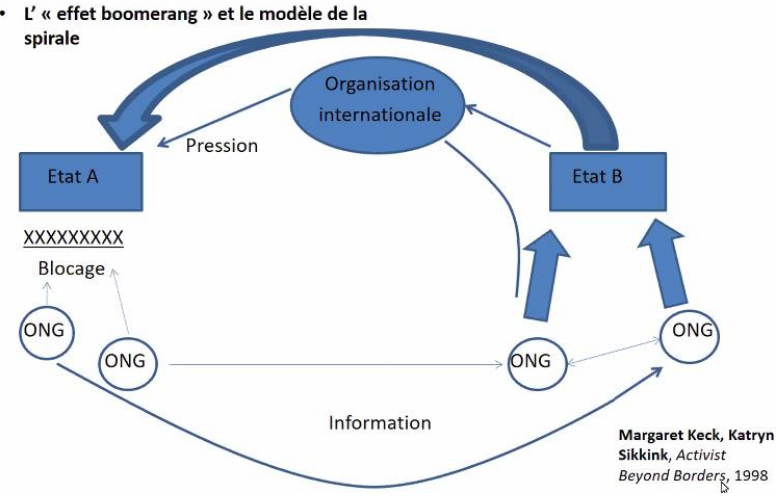
Cette approche reprend le concept de ***structure des opportunités politiques*** en le faisant fonctionner à l'échelle internationale (Kathryn Sikkink). ***Elle va définir un concept de structure d'opportunité internationale qui va s'ajouter aux autres, qui se définit en termes d'ouverture ou de fermeture des organisations et des acteurs nationaux***. En gros, y a-t-il des canaux de participation pour des acteurs protestataires ou des ONG plus ou moins formalisés ?
Ce concept implique les mêmes précautions qu'au niveau national :

- Il faut éviter une définition objectiviste : l'effet se fait en fonction de la perception et non en fonction des canaux d'ouverture ou de fermeture, d'où un effet d'émulation.
- Il faut éviter une définition statique : le degré d'ouverture de la structure évolue dans le temps ; et une définition englobante. Cela a une implication : certaines organisations vont favoriser le développement de mouvements transnationaux en les englobant. D'autres vont avoir un rôle plutôt d'opposition.
- Il y a plusieurs échelles d'action : il faut tenir compte de la manière dont s'articulent les échelles d'action, entre les structures internationales et nationales. Les formes de mobilisation s'expliquent entre ces niveaux. Dans des structures autoritaires, les structures internationales peuvent être plus ouvertes que les structures nationales et vont permettre des mobilisations pour faire pression sur les structures nationales.

		Structure des opp. internat.	
		Fermé	Ouvert
Structure des opp. nationale	Fermé	A Mobilisation peu probable	B Effet boomerang et modèle de la spirale
	Ouvert	D Transnationalisation défensive	C Modèle de coalition *insider -outsider*

- Quand les deux structures sont fermées : la mobilisation est peu probable.
- Quand la structure internationale sera ouverte, cela va avoir un effet boomerang et un modèle de spirale.
- Quand les deux structures sont ouvertes, on est face à un modèle de coalition insider-outsider.
- Quand la structure nationale est ouverte, on est face à une transnationalisation défensive.

a) Les organisations internationales comme opportunités : les processus d'externalisation



L'effet boomerang consiste à rechercher des alliés extérieurs pour obtenir une transformation des politiques nationales en contournant le blocage de la structure d'opportunités nationales.

Plusieurs modes d'action :

- <u>Information politics</u> : c'est une stratégie de communication. Il faut rapporter des informations sur la situation nationale de manière rapide et crédible. C'est le travail des ONG des droits de l'homme qui répertorient des violations des droits de l'homme en contexte autoritaire.
- <u>Symbolic politics</u> : non seulement il faut rapporter des événements crédibles, il faut aussi les cadrer, les présenter d'une manière qui fait sens à un public éloigné. Il faut retraduire pour que ce soit repris.
- <u>Leverage politics</u> : la cible doit être sensible à la pression pour que l'effet boomerang soit efficace.
- <u>Accountability politics</u> : cela dépend des engagements internationaux : cela permet aux protestataires et aux alliés de légitimer les confrontations en les fondant sur des engagements pris par le passé.

<u>Ex :</u> l'affaire Pinochet (1998) : Double opportunité :

- Doctrine juridique de « juridiction universelle ».

- Convention contre la torture (1987).
- Mobilisation transnationale lors de l'arrivée de Pinochet à Londres.
- Un effet en spirale : « cascade juridique » et transformation de la structure d'opportunités au Chili : procès contre Pinochet 2000-2005

Toutefois, l'effet boomerang ou spirale ne se produit pas systématiquement : d'une part, le recours à des alliés peut s'avérer contre-productif. D'autre part, c'est une stratégie qui dépend de la vulnérabilité de l'Etat par rapport aux organisations internationales.

On voit la même logique d'externalisation des mobilisations dans la construction de coalitions insider-outsider. Les acteurs nationaux utilisent leurs alliés internationaux pour faire avancer des revendications nationales.

Ex : les mobilisations des militants des droits de l'Homme en Argentine à la fin des années 1990 autour des exactions de la dictature : 3 niveaux :

- Arène juridique nationale : il y a un travail de cadrage des militants en Argentine, pour faire reconnaître les kidnappings d'enfants. Ils se mobilisent en mettant en avant la Convention internationale des Droits de l'Enfant (1989). Il faut 10 ans pour que la mobilisation ait un succès.
- La recherche d'alliés extérieurs : des enquêtes mettent en cause les exactions de la dictature dans des pays étrangers. « Juridiction universelle ». On va doit voir des militants argentins de la diaspora vont faire le lien dans les pays européens, on va voir des militants des droits de l'Homme européens qui se mobilisent aux côtés des nationaux.
- L'arène diplomatique crée l'opportunité de la négociation : lors de la tournée diplomatique de Carlos Menem en 1998, les militants vont mettre l'accent sur ces procès en question. On intègre les diplomates européens dans la mobilisation. Sa visite est cadrée sur le sort des disparus, discours relié par les médias. Il est décidé d'arrêter Videla en juin 1998, le dirigeant de la junte.
  ⇨ Il faut donc trouver des alliés extérieurs pour faire triompher la mobilisation.

b) *Mobilisations transnationales et « fenêtres d'opportunités médiatiques »*

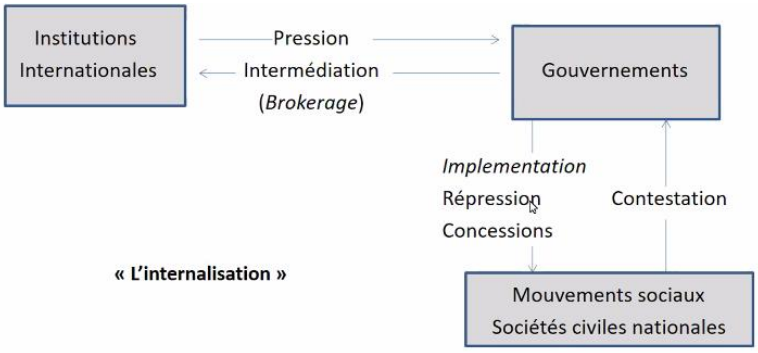
Dans les transnationalisations défensives, ce sont les sommets internationaux qui vont ouvrir une fenêtre d'opportunités, en raison de la multiplication de ces grands sommets, notamment grâce au secrétariat des nations unies. Ils vont devenir des vrais événements médiatiques. Ces sommets fonctionnent selon un modèle commun : les organisateurs vont associer au débat plusieurs milliers d'ONG, en faisant un sommet parallèle, avec des acteurs non-étatiques. Ce modèle se généralise à toutes les grandes organisations internationales.

Ces sommets vont favoriser le développement de mobilisations transnationales : il faut voir l'interactionnisme stratégique. Ce sont des événements médiatiques dotés d'une grande visibilité et vont constituer des points de focalisation pour les anticipations et les

interprétations des acteurs. Ils fournissent donc des ressources favorables à la convergence transnationale es mobilisations :

- ***Ils sont l'occasion d'échanges d'expériences et d'informations*** : ils favorisent la circulation de cadrages et de modes d'actions et permettent une transformation des représentations de la situation, donc une évolution des mouvements pour qu'ils convergent. **Ex :** les militants écologistes transnationaux (Sylvie OLLITRAUT, 2009) échangent entre eux lors des sommets, ils vont se recentrer sur un enjeu commun.
- ***Ils favorisent la constitution d'initiatives communes, fondée sur la convergence des agendas militants et la consolidation de réseaux informels, qui serviront de support à des mobilisations ultérieures***. Ces « *contre-sommets* » sont parasitaires : ils profitent d'un événement qui a un autre objet pour faire converger les agendas militants. **Ex :** la confédération européenne des syndicats à la fin des années 1970 va décider d'organiser une manifestation revendicative à chaque sommet ; ou encore la marche européenne des chômeurs (CHABANET, 2002) à l'occasion du sommet de 1997 à Amsterdam :
  - Rapproche des militants de plusieurs pays : cela permet de faire converger des agendas militants, ce qui réduit les coûts de coordination, notamment ceux des mouvements qui ont le plus de succès et donne lieu à une nouvelle rencontre lors d'un futur sommet.
  - C'est une opportunité médiatique : il faut bien choisir le répertoire d'action pour que cette opportunité fonctionne. Le répertoire de la marche joue un rôle important : cela permet de susciter l'attention des médias car c'est une mode d'action novateur, ce répertoire sera repris par d'autres mouvements d'autres pays. C'est donc un problème à l'échelle européenne, donc les institutions européennes vont s'en saisir.

c) *La transnationalisation comme objet de conflit intérieur*



Approche de TARROW.

Le point d'impulsion provient des structures internationales. ***On incite les gouvernements à adopter des mesures. Cette impulsion suscite des mobilisations réactives conformes à des logiques transnationales : le conflit prend à l'international puis il est intégré à l'échelle nationale.*** Les gouvernements sont dans un double jeu : entre les citoyens et les institutions internationales, donc ils vont jouer un rôle de médiateur, mais ils peuvent également utiliser la densité des mobilisations comme ressources de négociation.

C'est la dynamique majeure dans les mouvements protestataires. Ce sont les travaux de Doug IMIG et TARROW et Donatella della PORTA et Manuela CAIANI qui le montrent.

		Cible de la revendication	
		Intérieure	*Européenne*
Acteur	*National*	Protestation intérieure	Internalisation
	Transnational	Protestation intérieure coordonnée	Protestation collective européenne

- Protestation intérieure
- Protestation intérieure coordonnée
- Internalisation
- Protestation transnationale collective

On voit une croissance dans les années 2000 des mobilisations « européennes » : 25% des mobilisations sont liées à l'Europe, que ce soit l'enjeu ou les acteurs. L'internationaliation (domestication) reste dominante, mais elle a baissé au profit de deux types de protestations collectives : l'***externalisation*** (des acteurs nationaux ciblent les institutions européennes pour faire pression sur leurs gouvernements nationaux) et la ***supranationalisation*** (les acteurs se coordonnent au niveau européen et vont adresser leurs revendications au niveau européen). Pourquoi cette faiblesse ? 4 limites à l'européanisation de la protestation et qui la handicape :

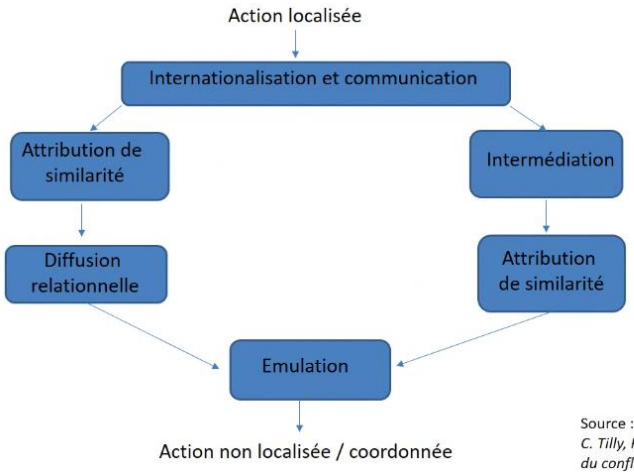
- Le rôle des Etats dans le processus décisionnel européen : cela handicape la possibilité d'obtenir des alliés, ce qui rend d'autant plus pertinente la stratégie d'internalisation.
- Les caractéristiques même des institutions européennes et le déficit démocratique. Elles font prévaloir des savoirs-faire apolitiques, elles sont pour une technicisation…
- Il y a aussi des caractéristiques qui relèvent des acteurs, notamment des difficultés de coordination : ils sont fortement segmentés…
- … Parce qu'il n'y a pas de véritable espace public européen qui soit structuré, il n'y a pas d'opinion publique européenne qui serait le réceptacle des mobilisations !

⇨ Donc le privilège de l'internalisation apparaît comme une réponse, une manière de pallier ces difficultés.

B – Du local au global : les jeux d'échelles des mobilisations transnationales

a) Les « mécanismes » élémentaires du changement d'échelle

Comment se constituent les liens entre entrepreneurs de mobilisation, au-delà des frontières ? Que font-ils circuler dans ces réseaux ? Comment ce qui circule est-il réapproprié ? On va ici adapter le changement d'échelle aux mobilisations transnationales.



Source : S. Tarrow, *C. Tilly, Politique(s) du conflit*, 2006

Les mécanismes restent proches, on va en voir deux :

- ***Une internationalisation par une intermédiation, avec des individus multipositionnés.***
- ***Une internationalisation par des réseaux qui préexistent et qui peuvent être mobilisés dans le cadre de celle-ci.***

D'une manière ou d'une autre, cela a pour conséquence une émulation des actions.

- ***Il faut d'abord changer d'échelle et articuler les échelles d'action au-delà du cadre national. Il est nécessaire de resituer la mobilisation dans les enjeux et rapports de force nationaux pour comprendre pourquoi il est nécessaire de changer d'échelle***.

  <u>*Ex :*</u> la naissance du mouvement altermondialiste français (SOMMIER, 2008). Tous les acteurs se caractérisent par la faiblesse de leurs moyens (peu de militants, peu de moyens financiers), ils ont une position minoritaire dans leur champ respectif (situation de dissidence) et ce sont des acteurs défavorisés par le système français de représentation des intérêts (faible accès aux institutions).

  La stratégie de l'internationalisation peut s'interpréter comme une stratégie adéquate pour des outsiders dans un champ (BOURDIEU) : ils sont portés à subvertir des règles du jeu du champ et à adopter des positions iconoclastes par rapport à ceux qui ont défini ces règles, pour s'établir dans le champ face à eux. Dans ce contexte, le passage à l'international constitue une stratégie de subversion des règles du jeu : d'une part, cela permet de contourner les obstacles institutionnels (la faiblesse de l'accès aux institutions, leur position minoritaire est alors contourné) et d'autre part, cela permet de réaliser des « *économies d'échelle* » (ils ont peu de ressources alors cela leur permet de collaborer avec des militants qui sont similaires).

- ***Il y a une mise en relation transnationale entre les militants et les groupes***. On a deux grandes formes :

- <u>Une mise en relation par l'intermédiation</u> : des « passeurs » ou des « courtiers » favorisent le transfert d'informations (ce sont des individus multipositionnés), sur des actions élaborées dans un cadre national. Comme dans le cadre national, la circulation de l'information ne suffit pas à diffuser : il faut une attribution de similarité, il faut construire une action comme étant proche des importateurs. De ce fait, le rôle du

cadrage (via la connexion de cadre) est essentiel, tout comme l'uniformisation culturelle (favorise la diffusion d'interprétations proches).

- Un mécanisme de diffusion par relations directes (par des réseaux préalablement constitués) : ces réseaux sont rarement politiques ou publics mais peuvent parfois devenir des supports de circulation d'information (ex : le « *nationalisme à tendance* », c'est-à-dire le rôle des communautés distantes joué dans le soutien au nationalisme).

  - ***Une fois que les liens sont constitués, il va être possible que ces liens se pérennisent et donc peuvent s'établir des instances de coordination à un niveau plus élevé : les coalitions transnationales***. Il faut 4 conditions :

- Le cadrage des campagnes transnationales : les membres arrivent-ils à cadrer la thématique qui les rassemble pour trouver un intérêt commun ?
- La confiance.
- La crédibilité des engagements contactés envers les autres : l'engagement de chacun est-il crédible aux yeux des autres ? Cette crédibilité dépend des ressources de chacun mais aussi du cadre national dans lequel ils sont insérés.
- La définition des procédures de conciliation : s'il y a coalition, il faut définir des procédures de règlement des différends.

		Duree	
		CT	LT
Engagement	Faible	Coalition instrumentale	Fédération
	Fort	Coalition ponctuelle	Coalition plaidante (*Campaign Coalition*)

On peut donc ditinguer 4 grands types en fonction du degré d'engagement dans la coalition et en fonction de la durée de la relation entre les acteurs :

- *La coalition instrumentale :* les groupes se rassemblent autour d'un enjeu particulier dans un temps limité (le temps de l'action). C'est un rassemblement ponctuel et une fois l'action terminée ou le problème résolu, les acteurs vont se distancier. *Ex :* les euro-grèves (février-mars 1997 en Belgique)
- *La coalition événementielle :* elle est utilisée autour de l'organisation d'un événement protestataires mais la coalition ne perdure pas par la suite. *Ex :* c'est typiquement le cas du mouvement altermondialiste qui est une coalition d'acteurs qui entretiennent déjà des liens importants avec un pays dominant (organisateur). Cf. exemple du 2ème Forum Social Européen
- *La fédération :* c'est une coopération de long terme mais au niveau du leadership ! Il y a un engagement des membres par rapport à l'organisation nationale. *Ex :* la CES, c'est une structure de structure (syndicats européens) qui est une structure faible (il y a une forte hétérogénéité des enjeux nationaux et des contextes institutionnels, ainsi qu'une hiérarchisation nationale des syndicats au sein de la CES).

- *Les coalitions plaidantes :* ce sont des coordination autour d'un enjeu spécifique mais cette fois-ci sur le long terme. Ex : la campagne internationale contre les mines anti-personnel est une coalition de plusieurs ONG, avec une coordination flexible (autonomie donnée aux membres nationaux mais courtage tout de même) et avec un soutien d'acteurs institutionnels (internationaux et étatiques) : cette coalition a mené à un traité interdisant les mines anti-personelle en 1998.

b) Jeux d'échelle et internationalisation des concurrences sociales

Il faut voir les enjeux sociaux liés à ces changements d'échelle : ils sont liés à des logiques de concurrence sociale (WAGNER 2007). Pour elle, les changements d'échelle ont des déterminants sociaux, qui sont lés à des logiques sociales de reproduction et de formation des élites, qui passent par l'international. Elle distingue les élites établies (les héritiers au sens bourdieusien, dont la légitimité internationale s'ajoute à l'excellence nationale) des autres (pour qui l'international peut constituer une ressources alternative au service d'une stratégie d'ascension sociale). ***On assiste à un mouvement de socialisation des individus à l'international avec une perte de l'emprise des Etats sur la formation des élites***. Par exemple, l'expatriation permet aux classes moyennes d'aquérir des ressources qui ne sont pas disponibles dans l'espace national (le capital social par exemple).

TARROW met l'accent sur le rôle des cosmopolites enracinés : ils ont un double ancrage :

- ***Dans le national*** : ils font parties des élites des Etats-nations,
- ***Dans l'international*** : leur trajectoire biographique leur confère des ressources nécessaires à l'internationalisation des mobilisations.

Ex : les militants altermondialistes (AGRIKOLIANSKY, GOBILLE) sont des cosmopolites enracinés :

- Les militants des mouvements protestataires ne sont pas des victimes de la globalisation mais des élites nationales diplômés du supérieur et une surreprésentation des classes supérieures et moyennes (héritiers également).
- Ce sont des élites liées aux Etats-nations : ils peuvent être employés par les Etats. Cela crée des dispositions favorables à la critique du capitalisme mondialisé (capital culturel et grande distance par rapport à l'entreprise).
- Elles disposent d'un capital international important : elles ont accumulé des voyages à l'étranger, des compétences linguistiques, un certain capital social.
- Elles disposent enfin d'un capital militant préalable, l'engagement altermondialiste correspond à une reconversion du militantisme préalable.

Conclusion : *Peut-on parler de transformations des espaces de référence, avec de nouveaux acteurs qui tendent vers une société civile plus globale autonome des Etats ?*

- *On peut effectivement observer l'émergence d'un espace international des pratiques en relation avec les organisations internationales. Favorisé par l'instauration des règles d'accès des ONG, par la diplomatie des grands sommets et la visibilité médiatique et par les partenariats avec les agences de développement.*

- *Cete société civile globale constitue une notion trop globale et homogène, qui dissimule le maintien de fortes hiérarchies entre les acteurs. L'accès aux arènes internationales est très coûteux pour les structures associatives et pour les acteurs individuels. Cela résulte sur une homogénéisation des formes d'intervention, des structures et des profils sociaux. Le processus de décision est alors monopolisé par un petit nombre d'entrepreneurs de normes, structuré par les acteurs issus des pays occidentaux.*
- *Le rôle des Etats dans ce dépassement : les Etats continuent à conserver un rôle incontournable dans ces mobilisations. L'espace international ne fonctionne pas de manière autonome. La mobilisation transnationale sert souvent des enjeux nationaux ou locaux et elle se heurte à la prégnance des clivages nationaux classiques.*

⇨ *Plutôt que d'une société civile globale, il semble plus pertinent de parler d'une* ***articultion complexe entre sociétés civiles nationales et l'espace national****. Cela pose le problème du long terme, de l'émergence de cet espace de référence : les mobilisations transnationales ne sont pas nouvelles : les mécanismes élémentaires de mobilisations transnationales s'observent depuis le XVIIème siècle. La première globalisation offre déjà un exemple d'articulation entre sociétés civiles nationales.*